

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
2022**

**PRÉPARER
DEMAIN**



**TERRE
SOLIDAIRE**

SOMMAIRE

01	AUJOURD'HUI POUR PRÉPARER DEMAIN	10
02	2022 EN UN COUP D'OEIL	18
03	4 THÉMATIQUES POUR UN AVENIR DURABLE	28
04	AGIR POUR PRÉPARER DEMAIN	54
05	DONNER POUR UN AVENIR PLUS JUSTE	60
06	PRÉPARER DEMAIN AVEC LES SALARIÉS	66

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Coordination : direction de la communication et de l'information

Rédaction : Relations d'utilité publique (Raphaël Mège), direction de la communication et de l'information, direction du développement des générosités

Correction : Élisabeth Maucollot

Conception graphique : Michaël Bouffard

Crédits : William Dupuy/CCFD-Terre Solidaire /Picture Tank (couverture, 22 et 65), Ophélie Chauvin/CCFD-Terre Solidaire (p. 3, 14, 16, 17, 26, 31, 37, 43, 47, 51, 54, 57, 61, 64 et 70), Roberta Valerio/CCFD-Terre Solidaire (p. 5, 9, 18, 50, 53 et 60), Antoine Thibaud (p.12), Sacha Lenormand/CCFD-Terre Solidaire (p. 13, 71 et 74), Patrick Piro (p. 30 et 35), Patrick Chesnet/CCFD-Terre Solidaire (p.12, 13 et 16), Sarah Legros/CCFD-Terre Solidaire (p. 25), Jean-Claude Gerez/CCFD-Terre Solidaire (p. 28, 36, 45, 46 et 59), Ana Caroline de Lima/CCFD-Terre Solidaire (p. 42), CCFD-Terre Solidaire (p. 56, 66 et 73), Sebastião Salgado (p.72), Pascal Montary (p. 58).



Impression : Sipap-Oudin

Papier certifié PEFC

Référence : 923 01 23

Dépôt légal : juin 2023

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, ACTEUR DE TRANSFORMATION SOCIALE



Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente du CCFD-Terre Solidaire

POUR RÉPONDRE AUX CRISES DE DEMAIN

Actrices et acteurs de citoyenneté en France, nous le sommes pleinement au CCFD-Terre Solidaire. Aujourd'hui, c'est être engagées et engagés pour le vivre-ensemble et une vie digne pour toutes et tous. C'est défendre l'accès à un ensemble de droits, de devoirs et de libertés pour faire société. C'est être au service du bien commun en participant à la vie de la Cité. C'est aussi agir ici pour que cela change également là-bas, pour montrer qu'un monde plus humain, plus juste et solidaire, est possible, en fait qu'il est déjà là, au travers des expériences vécues par nos partenaires et nos alliés ainsi que par nos membres.

Impossible de ne pas être une citoyenne, un citoyen en Europe et dans le monde tant est essentielle la solidarité internationale si l'on veut avoir un vrai impact de transformation sociale. Le défi n'est-il pas de changer d'échelle pour infléchir les politiques publiques dans le sens d'une plus grande justice, d'une plus grande solidarité ? Il faut donc articuler en permanence le local au global et réciproquement. Être à la fois citoyenne, citoyen du monde et engagés dans son territoire.

Voilà pourquoi, depuis plus de 60 ans, le CCFD-Terre Solidaire appuie des partenaires des pays du Sud qui font émerger des modèles alternatifs de développement à partir de leurs territoires. Il contribue à renforcer et donner du poids à leur parole citoyenne. Il permet ainsi la structuration des sociétés civiles, véritables contre-pouvoirs face à des États qui restreignent les espaces de liberté des sociétés civiles. Ces acteurs de transformation sociale sont des témoins d'espérance pour construire un juste partage des richesses, pour promouvoir la souveraineté alimentaire et la justice climatique, pour protéger les droits humains et construire la paix. Avec eux, continuons à être des citoyennes et des citoyens d'espérance afin d'ouvrir à un monde plus écologique, plus juste, plus fraternel !

RAPPORT MORAL SUR L'EXERCICE 2022

Dans un monde où la multiplication des crises s'installe, où l'urgence devient le quotidien - urgence climatique, urgence humanitaire, urgence économique - le CCFD-Terre Solidaire ne s'abandonne pas au fatalisme et continue de croire en la force de la solidarité internationale, plaçant l'humain au cœur de tout pour préparer demain. Il est acteur de la transformation sociale pour répondre aux crises de demain.

Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente du CCFD-Terre Solidaire



I. CONTEXTE 2022

Fortement marqué par l'aggravation d'un contexte mondial préoccupant, le CCFD-Terre Solidaire est resté très actif pour continuer à soutenir ses partenaires des sociétés civiles du Sud et de l'Est.

1. L'aggravation d'un contexte mondial préoccupant

Traversé par de multiples crises qui se superposent, à l'international comme en France, et considérablement aggravé par l'irruption brutale de la guerre sur le sol européen (agression de la Russie contre l'Ukraine) et ses multiples conséquences (tensions sur l'accès aux ressources énergétiques et produits agricoles et alimentaires, spéculation financière, inflation, dette, accroissement des inégalités...), le monde est aujourd'hui confronté à l'emballement du dérèglement climatique, à une grande instabilité et à la transformation complexe des équilibres géopolitiques, économiques, environnementaux. Ces situations entraînent des migrations, des évolutions sociales importantes et la fragilisation de la démocratie et de l'État de droit. L'urgence a ainsi brutalement fait irruption dans le quotidien de nos partenaires comme de nous-mêmes.

Des décisions politiques unilatérales de la France peuvent mettre en danger des partenaires et compromettre la poursuite de partenariats entretenus de longue date, au Mali par exemple. Le développement des mesures de contrôle par les bailleurs de fonds institutionnels - contrôle accru des flux financiers pour lutter contre le

terrorisme et le crime organisé, exigence renforcée de mesure de l'impact... - qui pèsent tant sur nos partenaires que sur nous-mêmes (obligation de passer un contrat d'engagement républicain, tentative d'imposer un criblage des bénéficiaires, etc.) est chronophage et onéreux, et limite l'espace et la liberté d'action. Tout comme l'accroissement des pays en conflit et le pouvoir exercé par des gouvernements autoritaires ou dictatoriaux ont entraîné de fortes restrictions des liens en présentiel avec certains partenaires, en particulier en Asie, et l'augmentation des violations de leurs droits et libertés. La manipulation de l'information a accru de surcroît la perte de confiance dans les institutions productrices de savoir.

Ces évolutions croisées ne sont pas sans retentissement sur les modes d'action des ONG, et, plus largement des sociétés civiles : **elles entraînent un rétrécissement des espaces dans lesquels elles évoluent.** Elles peuvent ainsi infléchir la relation qu'entretient le CCFD-Terre Solidaire avec ses partenaires et ses alliés, mais aussi avec les États et les organisations internationales.

2. Le CCFD-Terre Solidaire toujours très actif

Malgré ce tableau très sombre, nous pouvons continuer à nous réjouir devant le dynamisme et l'implication active du CCFD-Terre Solidaire grâce à :

L'engagement résolu des bénévoles, quelles que soient les circonstances : organisation de **1 600 actions et participation à 570 mobilisations** dans le cadre de collectifs associatifs. Peu d'associations peuvent se targuer d'avoir un réseau aussi vivant et porteur de tant d'initiatives d'une riche diversité : éducation à la citoyen-

neté et à la solidarité internationale, sensibilisation, campagnes, conférences-débats et tables rondes, plaidoyer local, vacances solidaires engagées, reprise de l'accueil des partenaires et des voyages en immersion...

La compétence et l'expertise des salariés, leur professionnalisme et leurs convictions, leur joie aussi de pouvoir reprendre les missions d'appui et d'accompagnement auprès des partenaires.

L'extrême fidélité de nos donatrices et donateurs qui, dans une année gravement perturbée par les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ont continué à être très généreux, notamment pour les appels de fonds en urgence et ce malgré une forte inflation. Elles et ils permettent au CCFD-Terre Solidaire d'être ainsi une ONG financée par la générosité du public, ce qui lui garantit une véritable indépendance.

Pour rendre le CCFD-Terre Solidaire plus apte à répondre aux crises et être un acteur plus performant de la transformation sociale, l'année 2022 a vu la mise en œuvre de la réforme des commissions nationales. Elles peuvent main-

tenant attirer l'attention du conseil d'administration sur des points stratégiques qui leur paraissent importants.

- La commission des axes thématiques a été mise en place. Elle a démarré son travail et ainsi pu définir deux actions prioritaires pour chacun des quatre axes thématiques (souveraineté alimentaire, justice économique, migrations, paix et vivre-ensemble) ;
- La commission du partenariat international a renouvelé à la fois son fonctionnement et une bonne partie de ses membres ;
- La commission du développement des ressources a poursuivi son travail visant à diversifier les ressources afin de garantir au CCFD-Terre Solidaire son indépendance.



L'année 2022 a été également celle du lancement du premier prix de la Photo humaniste et environnementale Terre Solidaire. Présidé par Sebastião Salgado, grand photographe brésilien, et compagnon de très longue date du CCFD-Terre Solidaire qui l'a accueilli lorsqu'il fuyait la dictature brésilienne dans les années 1970 et lui a commandé son premier reportage. Le prix a recueilli plus de 480 candidatures de 70 pays.

II. TRAIT SAILLANTS

En 2022, le CCFD-Terre Solidaire a connu des temps forts, des dynamiques d'action et rencontré un enjeu majeur : faire vivre l'Ensemble.

1. Des temps forts et des dynamiques d'action

De manière non exhaustive, je distinguerai quelques événements marquants en cette année 2022 :

La participation au Forum social mondial de Mexico particulièrement orienté sur les migrations, en mai 2022. La participation au Forum social panamazonien de Belém au Brésil, centré sur la destruction de l'environnement, en juillet 2022. Et enfin la participation à la COP 27 en Égypte, en novembre 2022, pour dénoncer cette fausse solution que constitue la compensation carbone. Trois opportunités de rencontres avec nombre de nos partenaires, après plusieurs années d'isolement dues au Covid-19.

Notre engagement pour appuyer l'urgente nécessité de préserver en France le fonctionnement démocratique des institutions de la République et l'État de droit qui s'est traduit par :

L'adoption par un collectif d'organisations chrétiennes, suscité et coordonné par le CCFD-Terre Solidaire, de deux tribunes communes publiées successivement dans *La Croix* et *Ouest-France* à l'occasion de l'élection présidentielle en avril/mai 2022.

La campagne « Nos voix pour une terre solidaire » pour les élections législatives en juin 2022 pour aller à la rencontre **des citoyennes et citoyens** et créer des espaces de débats autour des enjeux de solidarité internationale.

Une maraude solidaire à Briançon pour demander le renforcement de la sécurité aux frontières françaises et européennes qui met en danger la vie des personnes en exil, et l'adoption de politiques migratoires plus justes et plus respectueuses de la dignité des personnes.

La rencontre aux côtés d'autres organisations à Bruxelles pour exiger des institutions européennes qu'elles mettent en place des mesures qui garantissent la sécurité et le respect des droits des personnes en exil.

L'organisation du deuxième Forum international du bien-vivre en juin 2022 à Grenoble, fruit d'une dynamique de long terme pour traduire en actes et en indicateurs le bien-vivre, entre plafond environnemental et plancher social et continuer à soutenir, élargir et nourrir la communauté des actrices et acteurs de ce changement de société (collectivités territoriales, organisations de la société civile, chercheurs académiques).

Le bilan positif du programme Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire Tapsa 1 et la poursuite de la préparation du Tapsa 2 réalisé avec nos partenaires, la Sidi et la Fondation Terre Solidaire.

La poursuite du travail au sein de Promesses d'Église pour arriver à une Église plus synodale et la participation à la préparation de contributions au synode pour la synodalité 2023.

2. Un enjeu majeur : faire vivre l'Ensemble

Au fil des années, pour répondre à de nouveaux besoins auxquels il ne pouvait répondre lui-même, le CCFD-Terre Solidaire a créé différentes entités :

En 1983, la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), notre filiale, entreprise solidaire d'utilité sociale (Esus), dont nous fêterons cette année les 40 ans et qui a pour mission de contribuer à la promotion d'une économie plus inclusive, qui donne sa chance aux populations défavorisées, dans les pays du Sud et de l'Est. Elle montre qu'un instrument financier peut contribuer au développement des populations les plus vulnérables avec un impact réel et durable sur le long terme.

En 2016, la Fondation Terre Solidaire, fondation abritante, qui a pour mission de soutenir, et d'encourager, notamment sur le territoire français, les initiatives portées par les mobilisations citoyennes et les acteurs de l'économie sociale et solidaire en vue d'une transition vers une société plus respectueuse de la nature, des femmes et des hommes, ainsi que des limites de la Terre.

En 2022, le dernier-né, le Lab Terre Solidaire, un laboratoire d'idées voulu par le CCFD-Terre Solidaire et volontairement initié par la Sidi, la Fondation Terre

Solidaire et le CCFD-Terre Solidaire comme outil commun au service de l'Ensemble. Sous la forme d'une association loi 1901, le Lab Terre Solidaire a comme objet de produire de la recherche dans le champ de la transition écologique et sociale, pour et avec les acteurs des sociétés civiles de différents pays du monde, et afin de les aider à renforcer leurs capacités d'action.

Ces 4 structures forment aujourd'hui un Ensemble destiné à faire vivre la solidarité internationale en ayant recours à des outils variés et complémentaires, et dans une dynamique positive et durable.

III. DES PROJETS ET DES DÉFIS POUR FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Il y a urgence à faire vivre une réelle solidarité internationale pour garantir le respect de la dignité de chacune et de chacun.

1. Des projets en 2023

Durant cette deuxième année du premier triennal destiné à mettre en œuvre le rapport d'orientation 2022-2027, différents projets seront réalisés :

La deuxième rencontre de l'Alliance Migrations à Lisbonne en janvier 2023 : autorités locales, responsables politiques et société civile se réunissent pour défendre des politiques migratoires accueillantes et respectueuses des droits humains fondamentaux, et pour tisser des liens encore plus étroits.

Le Lab Terre Solidaire constituera son Comité scientifique afin de travailler avec son conseil d'administration sur le repérage des premières thématiques qui feront l'objet d'études et de recherches.

Identifié par le CCFD-Terre Solidaire comme étant une des causes de la faim, le patriarcat fera l'objet de recherches poussées. Ainsi, une étude sur le patriarcat sera lancée à l'automne 2023, avec le soutien du F3E, collectif d'associations qui accompagne les études de ses membres débouchant sur des changements, tandis qu'en parallèle, l'assemblée générale des 10 et 11 juin 2023 travaillera également ce thème en interaction avec un partenaire malgache, le CRAAD-OI (Centre de recherche et d'appui pour les alternatives de développement – océan Indien) ;

Le premier prix de la Photo humaniste et environnementale Terre Solidaire sera attribué en février 2023.

Après l'adoption par le CA d'une note de positionnement sur la désobéissance civile, un programme de formation des bénévoles sera mis en place.

Une note de positionnement complémentaire sur « Paix et conflits » à la note de positionnement sur « paix et vivre-ensemble » sera adoptée.

La valorisation des indicateurs de richesse alternatifs autour du bien-vivre sera poursuivie.

Le recours aux fonds institutionnels et aux bailleurs privés sera développé.

2. Des défis à venir

Ceux-ci sont multiples :

- La forte augmentation de l'insécurité alimentaire qui pose avec une extrême acuité le défi de la souveraineté alimentaire, celui de l'interdiction des pesticides, la dénonciation de la spéculation financière sur les produits agricoles et alimentaires ;
- L'inflation galopante ;
- La dette des pays les moins avancés ;
- L'accroissement des inégalités qui appauvrit et marginalise non seulement les populations les plus vulnérables mais aussi les classes moyennes ;
- Le rétrécissement des espaces de liberté des sociétés civiles partout dans le monde, aussi bien dans les États autoritaires que dans les démocraties ;
- La criminalisation des défenseurs des droits, en particulier des militants pour la justice climatique et des leaders ruraux engagés dans le combat contre l'extractivisme et l'accaparement des terres ;
- La politique française de la localisation de l'aide qui pourrait influencer sur le modèle de relations entre le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires ;
- La régulation des multinationales et la limitation de leur action au travers notamment d'une opérationnalisation de la loi française sur le devoir de vigilance, et d'un plaidoyer en vue de l'adoption d'une directive européenne et d'un traité international à l'ONU ainsi que d'actions en justice ;

- Le défi climatique avec la COP 28 qui aura lieu aux Émirats arabes unis et pendant laquelle le CCFD-Terre Solidaire continuera de dénoncer cette fausse solution qu'est la compensation carbone ;
- Le défi de la paix et du vivre-ensemble dans maints pays où se trouvent nos partenaires au Mali, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Centrafrique, au Myanmar, à Hong Kong, en Inde, au Nicaragua, au Pérou, etc. Et la nécessité de poursuivre un plaidoyer demandant à la France de faire évoluer sa politique, notamment dans les pays de la zone sahélienne ;
- Le défi du respect de la démocratie et de l'État de droit, y compris en France, qu'il faut relever en soutenant les sociétés civiles, en appuyant les contre-pouvoirs possibles et en agissant avec non-violence.

NOUS AVONS CONSTRUIT DES PROPOSITIONS DE SOCIÉTÉ OÙ L'HUMAIN EST MIS AU CŒUR, ET OÙ LES POLITIQUES SONT LÀ POUR SERVIR LA DIGNITÉ DES PERSONNES ET NON POUR LES ASSERVIR À CES POLITIQUES. C'EST UN RENVERSEMENT DES PARADIGMES.

CONCLUSION

D'un point de vue macro, nous sommes toutes et tous bien conscients que la situation du monde est préoccupante, et l'accumulation des crises, leur accélération, leur aggravation peuvent paraître décourageantes.

En revanche, lorsque nous resserrons le point de vue et observons à l'échelle des populations et des individus, nous sommes plus confiants et dans l'espérance. Le travail de co-construction du CCFD-Terre Solidaire avec ses partenaires met en effet en valeur des savoir-faire et des solutions extrêmement divers selon les contextes géographiques, géopolitiques, culturels, religieux, économiques, politiques et sociaux : le présent rapport d'activité en est un vivant témoignage ! Nous avons construit des propositions de société où l'humain est mis au cœur, et où les politiques sont là pour servir la dignité des personnes et non pour les asservir à ces politiques. C'est un renversement des paradigmes. Et ce ne sont pas des utopies : depuis plus de soixante ans, ce sont des expériences dont nous savons, pour l'avoir constaté et mesuré, qu'elles donnent des résultats !

Nous savons donc qu'un monde plus juste et solidaire est déjà là. Plus que jamais, notre défi est de parvenir à rendre systémiques les expériences qui offrent de vraies perspectives d'espérance.

Merci. Un chaleureux merci à vous toutes et tous, déléguées et délégués du réseau et de la collégialité, bénévoles, donatrices et donateurs, salariées et salariés, sympathisantes et sympathisants, partenaires et alliées, alliés d'avoir répondu présentes et présents, hier comme aujourd'hui et, j'en suis sûre, encore demain.

Paris, le 8 mai 2023



A photograph of a person standing in a field of young green plants. The person is wearing a white t-shirt with some text on the back, dark pants, and light-colored boots. The field is filled with small, vibrant green plants growing in rows. In the background, there is a dark, solid wall. The overall scene is brightly lit, suggesting a sunny day.

**AUJOURD'HUI POUR
PRÉPARER DEMAIN**



01

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, UNE ORGANISATION TOUJOURS EN ÉVOLUTION

Le CCFD-Terre Solidaire a mis en application en 2022 une nouvelle organisation interne. Celle-ci se fonde sur une implication renforcée des bénévoles dans la définition des orientations de l'association et sur le travail en transversalité de ses trois piliers d'actions. Une transformation qui s'inscrit dans le temps long.

Entretien avec **Gwenaëlle Dufour**
Directrice générale déléguée



Le CCFD-Terre Solidaire a entrepris de transformer son organisation en profondeur. Qu'est-ce qui a motivé cette évolution et comment a-t-elle été conçue ?

Ce changement répond à deux objectifs principaux. D'une part, **mettre les bénévoles du réseau ou issus des mouvements et services de la collégialité au cœur des enjeux du CCFD-Terre Solidaire**, en leur permettant de proposer au conseil d'administration des axes stratégiques autour des quatre thématiques principales de l'association : souveraineté alimentaire, migrations internationales, justice économique, paix et vivre-ensemble. D'autre part, avoir un impact plus fort en faisant travailler ensemble les trois piliers d'actions du CCFD-Terre Solidaire que sont le partenariat international, la mobilisation citoyenne et le plaidoyer. Il s'agit de favoriser l'engagement conjoint de tous les acteurs et de conjuguer nos forces pour plus d'efficacité. Dans cette optique, plusieurs changements ont été actés par l'assemblée générale lors de la réforme des statuts. D'abord, nous avons voulu sortir d'une approche en silo en fusionnant la commission du plaidoyer et la commission de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et en créant une nouvelle commission des axes thématiques. Celle-ci est composée de quatre sous-commissions chargées de porter les quatre axes thématiques prioritaires du CCFD-Terre Solidaire. Chacune de ces sous-commissions est composée de représentants des régions, de représentants de la collégialité, ainsi que de salariés des directions des

partenariats internationaux, de la mobilisation citoyenne et du plaidoyer. Chaque sous-commission est co-animée par un ou deux facilitateurs bénévoles et un coordinateur salarié.

Comment ces changements se sont-ils concrétisés en 2022 ?

En premier lieu, des groupes de travail dédiés se sont réunis afin d'élaborer, pour chacun des quatre axes thématiques, une note de positionnement fixant le cadre dans lequel inscrire les actions de chaque sous-commission. Dans un second temps, les sous-commissions ont recommandé deux axes stratégiques prioritaires pour le triennal 2022-2024. Le conseil d'administration les a validés en septembre 2022. C'est ainsi par exemple que la sous-commission souveraineté alimentaire a proposé des actions concrètes pour limiter l'impact de la flambée des prix alimentaires; et la sous-commission paix et vivre-ensemble a proposé des actions pour lutter contre la restriction des espaces démocratiques et la criminalisation des défenseurs des droits. La sous-commission migrations internationales a organisé des rencontres à Calais et à Briançon pour nourrir la réflexion autour de l'axe prioritaire « *la lutte contre les violences aux frontières* ». L'enjeu à présent est de mettre en œuvre les plans d'action. Ces nouvelles modalités d'organisation nécessitent pour les salariés une collaboration plus forte entre équipes, en transversalité. Et pour les salariés et les bénévoles, l'apprentissage d'une collaboration équilibrée.



Quel bilan l'association tire-t-elle de cette phase de mise en œuvre ?

Cette transformation en profondeur de nos modes de fonctionnement est une expérience réussie de démocratie participative. Sa mise en place demande beaucoup d'investissement pour les salariés comme pour les bénévoles. Mais nous en tirons un bilan positif, avec de belles synergies qui ont vu le jour, des projets très concrets qui se sont mis en place, des bénévoles et des salariés qui sont montés en compétence collectivement sur leurs objectifs et leurs enjeux, et une reconnaissance mutuelle qui s'est développée. Il s'agit maintenant de poursuivre cette belle dynamique au service de notre mission.

UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

C'est aussi l'opportunité d'expérimenter de nouvelles manières d'agir ?

Sur l'axe justice économique, la commission des axes thématiques a proposé une « *campagne de changement* » autour de la régulation des acteurs économiques, que le conseil d'administration a validé et qui sera menée à partir de 2023. Il reviendra aux directions des partenariats internationaux, de la mobilisation citoyenne et du plaidoyer de définir la nature de ce changement – législatif, sociétal, etc. – ainsi que les moyens et les modalités d'action à déployer pour y parvenir. C'est toute une équipe qui est mobilisée pour travailler sur cette nouvelle manière d'agir.

ENSEMBLE, INNOVER POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Le CCFD-Terre Solidaire, la Sidi et la Fondation Terre Solidaire ont formalisé en 2022 la création d'une entité commune, l'Ensemble Terre Solidaire, dédiée à la transition écologique et sociale. Leur ambition : faire de leur complémentarité un levier pour imaginer de nouvelles modalités d'action.

Entretien avec **Manuèle Derolez**
Déléguée générale



Qu'est-ce que l'Ensemble Terre Solidaire ? Et de quelles réflexions est-il le fruit ?

Le CCFD-Terre Solidaire, au fil de son histoire, a voulu créer d'autres structures qui pouvaient répondre à sa mission de solidarité internationale dans des domaines spécifiques. La première a été la Sidi, lancée en 1983 pour investir dans la finance solidaire et soutenir des acteurs de l'économie sociale et solidaire à travers le monde. La deuxième, plus récente, a été la Fondation Terre Solidaire, qui vise à mobiliser des dons pour soutenir la transition écologique et sociale, à l'international mais aussi en France. Nos trois structures ont toujours été liées par une mission commune de soutien à des actions de solidarité, autour notamment d'un axe de transition écologique et sociale. À travers la création de l'Ensemble Terre Solidaire, nous voulons trouver des synergies pour apparaître davantage comme complémentaires et renforcer nos actions. Cette volonté d'afficher nos complémentarités est une idée nouvelle. Certes, la Sidi et la Fondation Terre Solidaire se sont développées en lien étroit avec le CCFD-Terre Solidaire, qui participe à leur gouvernance. Mais si cette complémentarité était évidente au niveau national, elle ne l'était pas forcément pour nos donateurs, nos bénévoles et les personnes actrices de nos organisations, qui se demandaient parfois quels étaient nos points communs et nos compétences respectives.

TROUVER DES SYNERGIES POUR RENFORCER NOS ACTIONS

Comment cette dynamique se met-elle en place ?

Notre première action conjointe a été de produire un document qui explicite notre vision commune, notre action et nos complémentarités dans les domaines de la transition écologique et sociale. La deuxième action est née de la prise de conscience que dans un monde de plus en plus complexe, traversé par des crises multiples, nous avons besoin d'un outil de recherche qui nous permette d'identifier les modalités d'action les plus pertinentes pour aujourd'hui et demain, à partir d'une analyse des sujets qui nous semblent stratégiquement importants. En 2022, nous avons donc placé notre énergie commune dans la création du laboratoire d'idées, le Lab Terre Solidaire, sous la forme d'une association indépendante. Nous avons également décidé d'y adjoindre un comité scientifique qui travaillera des sujets de recherche avec nous. De la même façon que nous développons des partenariats avec les organisations que nous soutenons, ce think tank associera nos partenaires et des instituts de recherche de différents pays à ses réflexions stratégiques.

De quelle organisation s'est doté l'Ensemble ?

Pour l'instant, nous nous sommes dotés d'une coordination très souple. Les responsables des entités se retrouvent à rythme régulier pour échanger sur nos projets et identifier les actions pertinentes à mener pour construire cet « Ensemble Terre Solidaire ». En 2023, par exemple,

la Sidi va fêter ses 40 ans. C'est aussi l'anniversaire du premier fonds commun de placement créé par le CCFD-Terre Solidaire et le Crédit coopératif. Une double opportunité pour montrer ce qu'Ensemble, nous sommes capables de construire !

Les quatre organisations, ensemble, soutiennent-elles aussi des projets sur le terrain ?

Des actions très concrètes sont engagées. Le CCFD-Terre Solidaire porte un programme d'actions autour de la tran-

sition écologique et sociale soutenu par l'AFD, sur lequel la Fondation Terre Solidaire est intervenue et dont des partenaires de la Sidi sont parties prenantes. Ce programme manifeste bien notre complémentarité d'action. De son côté, la Sidi a créé une fondation portée par la Fondation Terre Solidaire. Enfin, nous favorisons les liens entre CCFD-Terre Solidaire et Sidi autour du partenariat, pour que nos partenaires puissent se connaître et que nos chargés de mission puissent dialoguer ensemble.



ENSEMBLE, on va plus loin

Le CCFD-Terre Solidaire, la Sidi et la Fondation Terre Solidaire et, plus récemment, le Lab Terre Solidaire ont uni leurs forces au sein d'une entité commune : l'Ensemble. Convaincues que la transition écologique et sociale peut être le socle d'un monde plus humain, les quatre organisations entendent mettre leurs compétences au service d'un projet de société basé sur :

- La promotion d'une agriculture et d'une alimentation écologiquement responsables.
- L'encouragement à la sobriété des modes de production et de consommation.
- Le soutien à des systèmes d'économie circulaire et de gestion durable des ressources naturelles.
- La mise en place de nouvelles formes de démocratie plus participatives et inclusives.
- Le respect de la nature comme un système d'interactions vital pour l'Humanité.
- La lutte contre toutes les formes d'inégalités.

LA COLLÉGIALITÉ, UNE FORCE NÉE DE LA DIVERSITÉ

30 mouvements et services d'Église constituent la collégialité du CCFD-Terre Solidaire. Membres des instances, ils participent activement aux orientations de l'association.

Entretien avec Isabelle Hector-Butz
Chargée de relations avec les MSE



Comment la collégialité participe-t-elle aux instances du CCFD-Terre Solidaire ?

La collégialité est composée de trente mouvements et services d'Église (MSE), et la moitié d'entre eux ont un rôle particulièrement actif. Ils mandatent des membres pour les représenter au sein notamment du conseil d'administration, de la commission des partenariats internationaux (CPI) et des quatre sous-commission des axes thématiques (CAT). Là, chacun se positionne en fonction de ses domaines d'expertise ou des zones géographiques qu'il couvre. Les MSE participent également à des groupes de travail spécifiques, où ils s'investissent selon leurs centres d'intérêt. Certains agissent aussi dans le cadre d'actions inter-mouvements locales, lors de temps forts du CCFD-Terre Solidaire comme le Carême.

UN LABORATOIRE DU VIVRE-ENSEMBLE

Comment vous organisez-vous pour que les visions des différents MSE puissent s'exprimer dans leur diversité ?

Il n'est pas toujours évident de faire vivre cette collégialité qui se veut ouverte. C'est une sorte de laboratoire du vivre-ensemble. Chaque année, nous nous réunissons lors d'une journée où nous travaillons sur une thématique qui peut parler à tous. Nous mettons également en place des groupes de travail ponctuels, sur des projets de 3 à 4 mois. Un groupe de travail a ainsi travaillé de septembre à décembre 2022 sur la réactualisation du document « *La collégialité du CCFD-Terre Solidaire* ». Le plus important pour nous est de faire jouer les complémentarités au service de la solidarité internationale. C'est elle qui nous réunit tous, quels que soient nos milieux sociaux, nos inspirations spirituelles ou nos âges. Être une force collective nous permet de porter ensemble cette préoccupation dans la société. Il nous reste à intégrer davantage le projet du CCFD-Terre Solidaire dans les objectifs de chaque MSE, et à mieux partager dans nos réseaux respectifs l'appartenance à cette collégialité.

LA COLLÉGIALITÉ, LE SOCLE DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

Action catholique des enfants (ACE), Action catholique des femmes (ACF), Action catholique des milieux indépendants (ACI), Action catholique ouvrière (ACO), Chrétiens dans l'enseignement public (CEP), Chrétiens dans le monde rural (CMR), Communauté vie chrétienne (CVX), Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Délégation catholique pour la coopération (DCC), Institut religieux et solidarité internationale (IRSI), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF), Jeunesse mariale (JM), Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Mission de la mer, mission universelle, Mouvement chrétien des retraités (MCR), Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), Mouvement du nid, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), Pax christi, Scouts et Guides de France (SGDF), Secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC), Service national pour l'évangélisation des jeunes et pour les vocations (SNEJV), Service national de la pastorale des migrants (SNPM), Société de Saint-Vincent de Paul (SSVP), Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui (VEA), Voir ensemble.

PROMESSES D'ÉGLISE

Le CCFD-Terre Solidaire a toujours eu une implication forte dans l'Église et, comme le souligne notre rapport d'orientation, il doit « faire vivre l'esprit de fraternité dans l'Église et dans le monde ».

**Entretien avec Dominique Rouyer
Secrétaire nationale**



En 2022, nous nous sommes attachés à décliner cette problématique de deux manières : travailler à une Église plus synodale à travers notre participation au synode des Évêques sur la synodalité et travailler à une Église plus fraternelle et ouverte sur le monde, grâce à notre

implication dans Promesses d'Église.

La participation du CCFD-Terre Solidaire au synode

Dès le début de l'année, nous avons invité le réseau des bénévoles et les MSE à participer à des webinaires de réflexion sur chacun des thèmes proposés par le synode. Dans l'ensemble, les débats ont surtout porté sur les difficultés rencontrées par les bénévoles sur le terrain : leurs relations avec les prêtres et les évêques, le peu d'intérêt des fidèles pour la solidarité internationale, leur mal-être dans les paroisses, voire dans l'Église. Nous en avons tiré une contribution exprimant ces douleurs, blessures et incompréhensions, mais aussi une espérance, malgré tout, en l'Église. Par ailleurs, beaucoup de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se sont investis dans les équipes synodales paroissiales et diocésaines.

La contribution de Promesses d'Église

À la demande des évêques, Promesses d'Église a produit de son côté une contribution de 16 pages et 13 propositions, prenant en compte à la fois le travail des groupes et une contribution des mouvements membres.

Dans ce cadre, le CCFD-Terre Solidaire a fait trois propositions :

- Une Église qui accepte d'apprendre des autres;
- Une Église qui permette débats et désaccords;
- Une Église pauvre au service des pauvres.

En juin 2022 plusieurs membres de Promesses d'Église ont participé à la finalisation de la contribution française lors d'une réunion extraordinaire de l'Assemblée plénière des évêques à Lyon.

Promesses d'Église continue

Après l'élaboration de cette contribution, il fallait donc lui donner un nouvel élan, se redire nos objectifs et redéfinir notre fonctionnement : nous sommes maintenant 47 mouvements unis simplement par le désir de contribuer à la transformation de l'Église, avec une charte et un mode de fonctionnement très souples.

Dès la rentrée 2022, nous avons choisi de privilégier 4 groupes de travail, sur les thèmes suivants :

- Abus d'autorité sur adultes;
- Hommes et femmes dans l'Église;
- Relations clercs-laïcs;
- Lire les signes des temps pour annoncer l'Évangile.

Nous avons également mis en chantier un travail pour préciser la proposition 9 de notre contribution synodale : inventer de nouveaux modes de collaboration des baptisés au niveau national de l'Église en France. Un travail de structuration du collectif est mis en route et devrait aboutir à l'automne 2023.

Il reste beaucoup à faire, et **le CCFD-Terre Solidaire joue un rôle essentiel pour maintenir le sens et le cap de cette aventure inédite.**

Nous gardons à l'esprit que dans le paysage de l'Église actuelle, Promesses d'Église est une tentative intéressante, car elle cherche à inventer une autre manière de faire Église.



2022 EN UN COUP D'OEIL



02

LES TEMPS FORTS DE 2022

24 FÉVRIER

GUERRE EN UKRAÏNE

À la veille du début de la campagne de Carême, la guerre en Ukraine éclate. Ce conflit sur le sol européen engendre des conséquences. Le CCFD-Terre Solidaire alerte sur la l'aggravation de la crise alimentaire mondiale provoquée par ce conflit.

2 MARS
ENTRÉE EN CARÊME

AVRIL-JUIN **CAMPAGNE** **« NOS VOIX POUR** **UNE TERRE SOLIDAIRE »**

Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se mobilisent durant les élections présidentielle et législatives pour porter la solidarité internationale dans les débats citoyens.

20 JUIN **ALERTE SPÉCULATION SUR** **LES DENRÉES** **ALIMENTAIRES**

Foodwatch France et le CCFD-Terre Solidaire appellent « les responsables des pays du G7 et de la Commission européenne » à adopter de toute urgence « une réglementation stricte » sur la spéculation alimentaire, qui menace de plonger certains pays dans une « grave crise de la faim ».

29 JUIN - 1^{ER} JUILLET **FORUM INTERNATIONAL** **POUR LE BIEN-VIVRE**

Seconde édition à Grenoble.



AOÛT

PARTICIPATION AU FORUM SOCIAL **PANAMAZONIEN DE BELÉM**

Le Forum social panamazonien s'est tenu à Belém début août 2022. L'occasion, cinq ans après la dernière édition présentielle, de réunir physiquement les organisations des sociétés civiles panamazoniennes pour articuler leurs luttes.

« Depuis le Forum social panamazonien de 2017, la destruction de l'Amazonie, les attaques contre les communautés indigènes, paysannes et traditionnelles, la criminalisation des défenseurs des droits et de l'environnement, se sont accélérées. Dans ce contexte hostile, les partenaires du CCFD-Terre Solidaire ont pu faire vivre les combats sur lesquels ils sont engagés sur le terrain : la revendication des droits des communautés indigènes, paysannes et traditionnelles, leur reconnaissance identitaire et culturelle par les États, la lutte contre l'exploitation illégale des ressources forestières et l'extractivisme, ou encore la dénonciation du capitalisme vert et de ses fausses solutions face au changement climatique. La responsabilité des acteurs économiques et l'application de la loi sur le devoir de vigilance vis-à-vis des entreprises françaises qui mènent des activités extractives en Amazonie, aux dépens des droits des communautés, ont été le fil rouge de la participation du CCFD-Terre Solidaire, et ont généré une dynamique encourageante avec ses partenaires. Plus globalement, se rendre compte que les luttes ne sont pas isolées a redonné une impulsion collective et militante positive à des engagements dans des rapports de forces très asymétriques. »

Jules Girardet,
chargé de mission partenariat Mésoamérique.

SEPTEMBRE **PRIX PHOTO** **TERRE SOLIDAIRE**

Lancement de la première édition du prix photo humaniste et environnemental présidé par Sebastião Salgado.

SEPTEMBRE **RAPPORT** **« BRÉSIL RÉSISTE »**

Le CCFD-Terre Solidaire relaye le cri d'alarme de la société civile brésilienne avec le baromètre « Brésil résiste ».

OCTOBRE **CAMPAGNE** **« NON AUX PROFITEURS** **DE LA FAIM »**

Le CCFD-Terre Solidaire alerte sur la spéculation des denrées alimentaires : colloque, actions de mobilisation « Die In » place de la Bourse à Paris.

NOVEMBRE **COP 27**

Participation du CCFD-Terre Solidaire à la COP 27 en Égypte pour dénoncer cette fausse solution que constitue la compensation carbone.

OCTOBRE/NOVEMBRE

CAMPAGNE « VAINCRE LA FAIM, C'EST POSSIBLE »

TV, radio, presse, le CCFD-Terre Solidaire s'affiche dans tous les médias pour montrer que des solutions existent.



NOVEMBRE/DÉCEMBRE

DEVOIR DE VIGILANCE

La loi sur le devoir de vigilance adoptée par la France en 2017 oblige les multinationales à prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs activités et à celles de leurs filiales et sous-traitants. Cette avancée impulsée notamment par le CCFD-Terre Solidaire fait des émules dans d'autres pays.

« Depuis son adoption par l'Assemblée nationale, la loi sur le devoir de vigilance est régulièrement utilisée par les ONG dans le cadre d'actions en justice. En octobre 2022, BNP Paribas a ainsi été mise en demeure par un partenaire du CCFD-Terre Solidaire, la Commission pastorale de la terre (CPT), pour manquement à son devoir de vigilance lié à l'industrie bovine brésilienne. Inspirés par l'avancée que représente cette législation pionnière, d'autres pays européens comme l'Allemagne, l'Espagne ou les Pays-Bas se sont dotés ou sont en train de se doter d'une loi similaire. Par ailleurs, le plaidoyer mené par la société civile européenne a amené l'Union européenne à se lancer dans l'élaboration de sa propre directive sur le devoir de vigilance. Dans cette même logique des négociations sont en cours aux Nations unies en vue de l'adoption d'un traité international régulant les impacts des entreprises transnationales sur les droits humains. »

Clara Alibert,
chargée de plaidoyer justice économique



PLAIDOYER SAHEL

POUR UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE AU SAHEL

En 2022, l'opération Barkhane a pris fin au Mali, dans un contexte de rejet croissant de la présence et de la politique françaises au Sahel. Loin de tirer les leçons de cet échec, la France continue de s'enfermer dans une vision simpliste de la situation. Déplorant un manque de dialogue et de cohérence, le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés revendiquent un changement de cap.

« Début 2022, notre analyse de la situation dans le Sahel - notamment l'échec de l'intervention militaire de la France et la nécessité de remettre le développement et la diplomatie au cœur de sa politique semblait partagée par l'exécutif. Les récentes évolutions ne montrent finalement pas un réel changement de paradigme. Le gouvernement a notamment suspendu l'aide au développement française vers le Mali, y compris l'aide transitant par les ONG, bafouant le principe d'indépendance dans lequel s'inscrit leur action. Dès lors, nous avons plaidé pour une réelle cohérence dans la politique étrangère française, et appelé à son contrôle par le Parlement. Forts de la reconnaissance de leur expertise, le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés ont été sollicités par les parlementaires pour partager leurs analyses sur la situation actuelle au Sahel. Le renforcement de ce dialogue est aujourd'hui notre objectif prioritaire. »

Jessica Pascal,
chargée de mission partenariat Sahel





TERRE SOLIDAIRE

Première ONG française de développement, le CCFD-Terre Solidaire agit aux côtés des populations les plus vulnérables contre toutes les formes d'injustices, et en premier lieu, celle de souffrir de la faim. Notre action passe par trois leviers : le partenariat international, la mobilisation citoyenne et le plaidoyer.

AGIR SUR LES CAUSES AVEC LES PARTENAIRES LOCAUX

Loin des pratiques d'assistance, notre action passe par le soutien à des associations partenaires locales, car ce sont elles qui détiennent les solutions adaptées aux réalités de leurs territoires. Ainsi, nous ne faisons jamais « à la place de » mais « avec eux ».

ASSOCIATION CATHOLIQUE OUVERTE À TOUS

Acteur historique du changement, notre mouvement est unique en raison de son triple statut : service d'Église, association reconnue d'utilité publique et organisation de solidarité internationale. Créée en 1961 par la Conférence des évêques de France, notre organisation rassemble des organisations catholiques et des citoyennes, des citoyens de tous horizons qui veulent ensemble construire un monde solidaire.

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET CULTURE DU DÉBAT

Portée par des valeurs universelles, nous nous attachons à faire vivre la collégialité, la démocratie participative et la culture du débat. Nous agissons dans une démarche d'ouverture et d'accueil inconditionnel : chaque acteur du CCFD-Terre Solidaire est invité à porter sa voix dans une démarche d'intelligence collective.

PRÉPARER DEMAIN ICI

7 500
Bénévoles

Mobiliser les citoyennes et les citoyens ici, en France, pour porter la voix des plus démunis, là-bas, dans les pays où nous agissons, pour faire progresser le respect des droits humains.

200 000
Donateurs

La générosité de nos donateurs est essentielle pour la vie de l'association, lui assurant ainsi son indépendance d'action. C'est la condition nécessaire pour voir les progrès de développement se consolider dans le temps et assurer l'émancipation des populations qui en bénéficient.

525
Partenaires locaux

Nous n'envoyons ni expatriés ni matériel sur le terrain. Notre accompagnement des partenaires locaux repose sur un appui financier, mais également sur un accompagnement humain à la conduite de projet, des échanges d'expertises, des formations, une mise en réseau au niveau local, national ou international.

Grâce à notre action d'accompagnement, les personnes soutenues par le CCFD-Terre Solidaire deviennent elles-mêmes des leaders capables de développer leurs communautés, de rayonner sur toute une région afin de partager des solutions concrètes pour émanciper les populations.

4
Domaines d'action

Souveraineté alimentaire, paix et vivre-ensemble,
justice économique, migrations internationales.





LA SOLIDARITÉ AVEC LES PARTENAIRES, C'EST D'ABORD LE LIEN HUMAIN

Entretien avec Nicolaas Heeren
Directeur des partenariats internationaux



2022 a été enfin l'année de retour sur le terrain. La reconnexion avec les partenaires est essentielle pour

la direction de partenariats internationaux du CCFD-Terre Solidaire, car la solidarité avec le partenaire c'est d'abord le lien humain. Notre équipe a donc continué d'appuyer les partenaires sur les quatre continents grâce à la générosité des donateurs.

Les contextes dans lesquels les partenaires opèrent dans leurs pays ont connu un durcissement et un rétrécissement de l'espace de liberté de la société civile par des régimes de plus en plus autoritaires. Le bilan que le CCFD-Terre Solidaire tire de ce contexte de crises multiples (politique, économique, climatique, ethnique...) n'est pas rose, mais malgré ce constat, les femmes et les hommes des organisations partenaires continuent leur travail et leurs actions sur le terrain pour un monde plus juste. La solidarité n'a jamais été aussi importante.

Dans le domaine de la souveraineté alimentaire, la guerre en Ukraine a impacté la situation dans les pays tributaires des importations de blé. Les partenaires ont poussé une démarche plus adaptée, moins dépendante et plus autonome, par exemple en déployant des approches d'agroécologie paysanne.

Nombreuses sont les actions dans les domaines de justice économique et de paix et vivre-ensemble, deux priorités chères au CCFD-Terre Solidaire. Un nouveau projet a vu le jour en 2022 autour de la situation des femmes africaines impactées par le dérèglement climatique. En effet, elles sont au premier rang des victimes du changement climatique. Ce programme va soutenir des actions locales des organisations féministes et ainsi construire des alternatives permettant aux femmes de reprendre leurs droits tout en créant des projets concrets sur leurs territoires.

Enfin, les partenaires en France et dans les pays des routes de migrations ont pu mener des actions permettant d'accueillir dignement les personnes migrantes en reconnaissant leurs droits. L'initiative Territoires accueillants (à l'origine une initiative au Brésil) ambitionne cela en France en étroite collaboration avec les municipalités.



AMÉRIQUE LATINE

118 PROJETS

97 PARTENAIRES

400 269 BÉNÉFICIAIRES

7 MISSIONS

EN 2022, LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET LA SIDI ONT SOUTENU

621 PROJETS*

525 ORGANISATIONS PARTENAIRES*

72 PAYS*

3,752 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

*ces chiffres incluent les données de la Sidi qui a soutenu financièrement et techniquement 120 partenaires; en particulier, elle est présente dans 12 pays où le CCFD-Terre Solidaire n'a pas de partenaires : Angola, Burkina Faso, Congo Brazzaville, Équateur, Kenya, Malawi, Moldavie, Ouganda, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.



MÉDITERRANÉE EUROPE DE L'EST

103 PROJETS

93 PARTENAIRES

245 572 BÉNÉFICIAIRES

5 MISSIONS



INTERNATIONAL & MIGRATIONS

97 PROJETS

65 PARTENAIRES

298 017 BÉNÉFICIAIRES

9 MISSIONS



ASIE

91 PROJETS

67 PARTENAIRES

261 041 BÉNÉFICIAIRES

9 MISSIONS



AFRIQUE

92 PROJETS

88 PARTENAIRES

2 501 218 BÉNÉFICIAIRES

19 MISSIONS



4 THÉMATIQUES POUR UN AVENIR PLUS DURABLE



03



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

828

millions de personnes souffrent de la faim

80 %

de la production agricole mondiale vient de l'agriculture familiale

29,3 %

de la population mondiale est en insécurité alimentaire



Source : Rapport Sofi 2021

Les causes de la faim sont multiples et ne cessent de se renforcer : conflits, phénomènes climatiques extrêmes, inégalités croissantes, déforestation, accaparement des terres, désinvestissement des États, dérégulation des marchés...

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire galopante, nous soutenons des projets qui garantissent la souveraineté alimentaire des pays des populations vulnérables grâce au développement de systèmes agricoles respectueux de l'environnement et des droits humains.

Nous militons pour une agroécologie paysanne et solidaire, car c'est une solution qui intègre la protection de la biodiversité, la lutte contre les dérèglements climatiques, la gestion démocratique des territoires et de leurs ressources, l'économie locale, les circuits courts et l'égalité hommes-femmes, en soutenant les communautés paysannes qui assurent 80% de la production alimentaire mondiale.



UN DÉFI PARTAGÉ AU NORD ET AU SUD

En 2022, le travail du CCFD-Terre Solidaire sur la souveraineté alimentaire a connu une évolution liée d'une part à la crise alimentaire mondiale, et d'autre part à la mise en place de la sous-commission et de l'équipe transversale dédiées à ce sujet.

*Entretien avec Jean-François Dubost
Directeur du plaidoyer*



Sous quel angle le CCFD-Terre Solidaire aborde-t-il la question de la souveraineté alimentaire ?

Au-delà des questions de la faim et de l'accès à la nourriture, qu'il aborde bien évidemment, **le CCFD-Terre Solidaire revendique la nécessité pour les populations de redevenir maîtresses des choix de production, de consommation et d'approvisionnement alimentaire.** Aujourd'hui, le système alimentaire mondial est entre les mains, d'une part, des grands pays producteurs et exportateurs, et d'autre part des multinationales qui règnent sur ce domaine. Les politiques agricoles des pays du Sud se basent souvent sur une logique d'exportation au lieu d'être pensées pour répondre

aux besoins locaux. On parle ici non seulement de biens alimentaires, mais aussi de pratiques et technologies agricoles, d'intrants chimiques, etc., autant d'éléments plaçant paysans et populations en situation de dépendance. Par ailleurs, cela induit des inégalités, appauvrit les agriculteurs et contribue à l'insécurité alimentaire. Pour nous, **le sens de la souveraineté alimentaire, c'est de replacer la question essentielle du droit à l'alimentation entre les mains et les choix des populations.** Au-delà de la dénonciation de cette situation, nous appuyons des initiatives qui expérimentent et promeuvent une autre agriculture, locale, ancrée dans les pratiques culturelles des territoires, respectueuse de la Nature et révélant une maîtrise de leur environnement. C'est ce que nous appelons l'agroécologie paysanne et solidaire.

Quels axes stratégiques le CCFD-Terre Solidaire a-t-il décidé d'investir plus particulièrement ?

Deux axes ont été définis en 2022 sur la thématique « *souveraineté alimentaire* ». En premier lieu, la promotion de l'agroécologie, qui va particulièrement faire appel au levier partenarial dans le cadre du projet Tapsa notamment, et va également impliquer une dimension de mobilisation en France. En second lieu, le développement d'une expertise autour de la crise alimentaire, et en particulier de l'impact de la spéculation sur les marchés alimentaires. Le CCFD-Terre Solidaire avait déjà travaillé sur ce sujet dans le passé, mais celui-ci exige une actualisation des connaissances pour pouvoir porter des recommandations au niveau politique.

Qu'apporte le travail en transversalité inauguré en 2022 ?

Cette nouvelle approche permet aux équipes du plaidoyer, du partenariat international et de la mobilisation citoyenne de s'aligner derrière un objectif commun et d'y contribuer de manière coordonnée. Dès 2022, les équipes ont travaillé ensemble. Nous avons amorcé un travail qui va allier plaidoyer et mobilisation sur plusieurs mois au niveau national, européen et international. De même,

grâce aux partenaires du CCFD-Terre Solidaire, l'équipe plaidoyer a noué des contacts avec des acteurs du Sud qui ont des analyses à partager sur cette question de la hausse des prix alimentaires et du rôle des acteurs privés. Cela va être porteur de changements profonds et d'un impact plus important de nos actions.

Quelles actions ont été menées en 2022, en lien avec ces nouveaux axes stratégiques ?

Dès le mois de février, avec l'invasion de l'Ukraine, le CCFD-Terre Solidaire et des associations travaillant sur l'agriculture en France et en Europe se sont associés pour produire un document d'analyse des conséquences de cette crise aux niveaux français, européen et international. Puis, au lendemain des élections législatives, nous avons organisé à l'attention des députés un atelier de décryptage autour de l'impact de l'agression russe et des solutions possibles à moyen et à long terme. Nous nous sommes également mobilisés pour rappeler le rôle que pouvait jouer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) face à cette crise d'ampleur mondiale. Cet organisme onusien réunissant des États et des organisations de la société civile est une pièce maîtresse pour coordonner la réponse à

apporter à cette crise. Après un premier cycle de négociations, un second cycle a abouti en fin d'année à confier au CSA ce mandat de coordination. **Ce résultat, fruit de la mobilisation de la société civile et du CCFD-Terre Solidaire en particulier, est très positif.** Il faut aussi souligner l'organisation par le CCFD-Terre Solidaire, le 5 octobre, du colloque international « *La crise alimentaire, fatalité ou scandale* », pour mettre en évidence la problématique de la spéculation auprès de décideurs et d'ONG. Dans le même temps, nous organisons le 1^{er} octobre une mobilisation citoyenne devant la Bourse de Paris pour sensibiliser aux effets de la spéculation. D'une certaine façon, le fait que nos propres paysans, intermédiaires, et d'autres professions comme les boulangers, soient touchés par la hausse des prix, a accru notre capacité à donner un écho à nos revendications. Nous allons continuer en 2023 à accompagner notre réseau pour lui permettre de se saisir de ces questions.

UNE TRANSVERSALITÉ PRÉCIEUSE EN TEMPS DE CRISE

La sous-commission thématique souveraineté alimentaire s'est réunie à de multiples reprises en 2022 pour définir ses axes stratégiques et mettre en place son agenda de travail.

« Composée de 23 bénévoles représentant les régions et la collégialité, et de 5 salariés issus de la mobilisation citoyenne, du partenariat international et du plaidoyer, la sous-commission souveraineté alimentaire a défini en 2022 ses priorités stratégiques et opérationnelles. S'il s'agit de prendre en charge cette thématique dans sa dimension structurelle, la force de l'actualité, marquée en particulier par la crise alimentaire, a impacté son travail. Lors de la réunion du 26 avril 2022, l'équipe salariée a partagé le souhait de la direction du CCFD-Terre Solidaire de voir cette question intégrée comme une priorité. Après débat, la sous-commission a fait de la crise alimentaire et de ses conséquences l'un des deux axes stratégiques de son triennal, dans une perspective de court terme et de long terme, en cohérence avec les impératifs de durabilité et de respect de la Planète. »

Philippe Tellier,
bénévole et membre de la sous-commission souveraineté alimentaire

DE LA FOURCHE À LA FOURCHETTE, LE SUCCÈS DU PROGRAMME TAPSA

Le programme Tapsa, qui vise à favoriser la transition vers l'agroécologie paysanne pour assurer la souveraineté alimentaire, a clôturé sa première phase de 4 ans en 2022. Cofinancé par l'Agence française de développement, le Tapsa est mis en œuvre par le CCFD-Terre Solidaire, la Sidi et 29 principaux partenaires issus de 5 zones géographiques.*

52 000

exploitations agricoles
familiales soutenues

1

million de personnes
sensibilisées à l'agroécologie
paysanne dont
40 000 femmes et 570 jeunes

150

interpellations des autorités
publiques par les partenaires



Source : Bilan Tapsa 1

PLUSIEURS LEVIERS D'ACTION

Au niveau des territoires d'intervention, le programme apporte un appui aux partenaires locaux pour la mise en place d'initiatives favorables à une véritable transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires.

Ces initiatives sont variées et se structurent tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, depuis la production jusqu'à la commercialisation. Des dispositifs locaux sont instaurés, pour une gestion concertée des ressources et une meilleure prise en compte des points de vue des paysans, tournés vers l'intérêt général. Le programme participe aussi à renforcer la visibilité de ces initiatives auprès des décideurs politiques, pour ancrer l'agroécologie paysanne dans les territoires.

Le programme vise à constituer une communauté de pratiques et une force politique allant au-delà des spécificités locales afin de permettre des changements d'envergure. Pour cela, le programme accorde de l'importance à la production de connaissances et à l'évaluation des effets des interventions afin de nourrir les débats. Au niveau mondial, le programme tend également à favoriser les échanges d'expériences

et de connaissances des acteurs afin de promouvoir et renforcer le mouvement social en faveur de la transition agroécologique.

VERS UNE SECONDE PHASE

Le programme Tapsa est, par son ampleur, un programme inédit pour le CCFD-Terre Solidaire. La mise en œuvre de sa première phase a permis d'initier et de structurer une dynamique porteuse en faveur de l'agroécologie paysanne. Elle a eu un impact au niveau des partenaires mais aussi sur l'ensemble du CCFD-Terre Solidaire et de son réseau en particulier.

Grâce au Tapsa, l'agroécologie est devenue pour de nombreux partenaires un axe stratégique structurant. **Le programme a également favorisé le renforcement de leur réseau, leur ancrage local et leur reconnaissance par les pouvoirs publics.** Au niveau du CCFD-Terre Solidaire, il a permis de renforcer l'accompagnement des partenaires par la mise en place de nouvelles modalités et a encouragé le décloisonnement de ses directions. Le Tapsa 1 a enfin permis de concevoir et d'expérimenter une méthode d'évaluation des changements adaptée à la stratégie du CCFD-Terre Solidaire dans le cadre d'un partenariat avec le service développement expertise formation ingé-

nière pour le Sud (Defis) de l'Institut Agro Montpellier.

Fort de ces quatre années de mise en œuvre, la seconde phase du programme, ou Tapsa 2, prévoit une plus forte implication des partenaires et du réseau de bénévoles pour faire monter en puissance la mobilisation citoyenne dans une logique de dialogue et de réciprocité entre les territoires ici et là-bas.

* Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire

TAPSA 1 SOUTIEN 29 PARTENAIRES DANS 5 ZONES GÉOGRAPHIQUES AU SAHEL, DANS LES PAYS ANDINS, EN AFRIQUE DES GRANDS LACS, EN ASIE, EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT

L'ÉVALUATION DU TAPSA 1, UNE MÉTHODE INNOVANTE

La méthode d'évaluation construite en partenariat avec le service Defis de l'Institut Agro Montpellier s'inspire des « approches orientées changements », et en particulier de la méthode Impress développée par le Cirad. Son intérêt est d'accorder une grande place aux dialogues avec les partenaires, dans une logique de co-construction des dispositifs. La force de cette méthode est donc son adéquation avec la logique partenariale du CCFD-Terre Solidaire dans la mesure où sa mise en œuvre offre l'opportunité d'un dialogue stratégique renouvelé et approfondi. Cette méthode refuse ainsi d'imposer des indicateurs standards clés en main à tous les partenaires.

L'objectif est de construire les dispositifs d'évaluation sur la base d'une mise en discussion :

- Des visées de changements situés, en identifiant bien ceux qui paraissent réellement atteignables dans le temps et avec les moyens impartis ;
- Des mécanismes et processus par lesquels ces changements pourront être atteints, en cherchant à expliciter les liens de causalité allant des actions aux effets ;
- Des indicateurs permettant de cerner la concrétisation ou non des effets attendus, de façon à étayer des « récits d'impact ».



PAROLES DE PARTENAIRES

“ **LE TAPSA NOUS PERMET AUSSI DE GRANDIR EN LÉGITIMITÉ ET D’APPUYER TOUTES LES DÉMARCHES ET ACTIONS DE PLAIDOYER, NOTAMMENT À L’INTERNATIONAL. FAIRE PARTIE DU TAPSA C’EST UNE OPPORTUNITÉ ÉNORME DE PORTER PLUS HAUT LA VOIX QU’ON PORTE DEPUIS DES ANNÉES.** ”

| *Inades* |
| *Burundi* |

“ **LA PARTICIPATION AU PROGRAMME TAPSA NOUS A PERMIS D’APPROFONDIR LA COMPRÉHENSION DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, ET NOUS A CONVAINCUS DE L’IMPORTANCE D’EN ACCÉLÉRER LE DÉPLOIEMENT TECHNIQUE ET POLITIQUE. NOUS FAISONS DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE UN PILIER DE LA STRATÉGIE DE NOTRE STRUCTURE.** ”

| *HAK* |
| *Timor Leste* |

JUSTICE ÉCONOMIQUE

427

milliards de dollars
C'est ce que coûte chaque
année l'évasion fiscale
dans le monde

180

milliards d'euros
échappent aux pays du Sud
chaque année par l'évasion
fiscale



Source : Tax Justice Network

Pour une économie au service du bien commun, nous plaillons pour des politiques publiques protégeant les droits fondamentaux et l'environnement. La lutte contre la pauvreté et les inégalités doit être prioritaire face à la recherche de profit.

Nous demandons des lois mettant fin à l'impunité des multinationales, aux dettes insoutenables des pays du Sud et à l'évasion fiscale.

Nous nous mobilisons pour des législations sur le devoir de vigilance, des réformes fiscales et des solutions durables pour diminuer la dette des pays du Sud.

« DE LA JUSTICE DANS LES AFFAIRES » : UNE CAMPAGNE EUROPÉENNE POUR UNE DIRECTIVE AMBITIEUSE

En septembre 2022, une centaine d'organisations des sociétés civiles européennes, dont le CCFD-Terre Solidaire, ont lancé la campagne « *De la justice dans les affaires* ». Son objectif: faire pression sur l'Union européenne afin que la directive sur le devoir de vigilance des entreprises multinationales prévienne efficacement les atteintes aux droits des travailleurs et à l'environnement. Dans cette phase cruciale de négociation, l'un des grands enjeux était en effet de contrecarrer l'influence des lobbies, qui s'efforcent d'affaiblir la portée de la directive en y introduisant des dispositions permettant d'exonérer les entreprises de leurs responsabilités. Notre action collective, qui repose en particulier sur des actions en ligne (pétitions, e-mails, tweets...), bénéficie d'un soutien massif de l'opinion publique européenne. Selon un sondage réalisé dans neuf pays de l'UE, plus de 80 % des citoyens européens souhaitent des législations fortes en matière de responsabilité des entreprises.



POUR UNE DIRECTIVE EUROPÉENNE AMBITIEUSE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

L'un des enjeux phares du plaidoyer sur la justice économique, en 2022, a été de faire entendre les revendications de la société civile dans les négociations concernant la directive européenne sur le devoir de vigilance. Le CCFD-Terre Solidaire y a pris une part active aux côtés de ses alliés français et européens.

Clara Alibert
Chargée de plaidoyer justice économique



Comment le CCFD-Terre Solidaire a-t-il abordé les négociations en vue d'un texte européen sur le devoir de vigilance ?

Le devoir de vigilance est l'un des grands axes de mobilisation du CCFD-Terre Solidaire sur la thématique justice économique, avec les questions de justice fiscale, de lutte contre l'évasion fiscale, de financement du développement ou de renforcement de l'aide publique au développement. Sur tous ces enjeux, les équipes du plaidoyer, de la mobilisation citoyenne et des partenariats internationaux travaillent en transversalité.

En effet, nous construisons nos plaidoyers avec nos partenaires engagés sur les questions de justice économique sur tous les continents. De même, nous mobilisons notre réseau pour assurer l'indispensable relais citoyen aux actions de plaidoyer que nous menons aux niveaux national et européen. En 2022, les bénévoles ont ainsi interpellé les députés pour dénoncer les efforts déployés par le gouvernement français pour amoindrir l'ambition de la directive européenne sur le devoir de vigilance.

Comment le CCFD-Terre Solidaire s'est-il mobilisé concrètement ?

Nous agissons dans le cadre du Forum citoyen pour la RSE, une coalition française d'ONG, de syndicats et de

personnes qualifiées que le CCFD-Terre Solidaire coordonne. Cette association est très utile pour parler d'une seule voix auprès des décideurs. Cela nous donne plus de poids et de force, mais nécessite de bien se préparer en amont. Nous avons parfois des différences d'approches, mais nous sommes en accord sur le fond et très complémentaires en matière d'actions. Certains vont mener des actions en justice, d'autres des actions de mobilisation, comme le CCFD-Terre Solidaire, qui apporte également la dimension des partenariats internationaux.

Quels ont été les moments clés de 2022 ?

L'année a commencé par la publication, en février, de la proposition de directive de la Commission européenne, que le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Parlement européen devaient chacun à leur tour examiner, discuter et amender. La Commission européenne a ainsi introduit des mécanismes de type certification ou audit, qui permettent aux entreprises d'externaliser le devoir de vigilance et les déresponsabilisent

en cas d'atteinte aux droits sociaux et environnementaux. Le Conseil de l'Union européenne a pour sa part décidé, sous la pression de la France en particulier, de laisser à chaque État membre le choix d'inclure ou non le secteur financier dans le champ d'application de la directive. Or, les acteurs financiers ont une responsabilité avérée dans les violations des droits humains comme dans la crise climatique. Quant au Parlement européen, nous espérons que sa position, qui sera rendue publique en mai 2023, sera plus ambitieuse. À chaque étape de cette procédure législative, le CCFD-Terre Solidaire a mené un plaidoyer avec ses alliés français et européens, et mobilisé ses partenaires internationaux et ses bénévoles. La société civile européenne a notamment lancé en juillet 2022 la campagne européenne « *De la justice dans les affaires* ». L'objectif de cette campagne est d'aboutir à une directive ambitieuse, qui prévienne efficacement les atteintes à l'environnement et aux droits humains, et oblige les entreprises à en répondre devant la justice. Le lancement de la campagne a été un moment important pour le CCFD-Terre Solidaire et son réseau.

Y a-t-il des motifs de satisfaction ou d'espoir ?

Il faut déjà souligner la victoire que représente la mise à l'agenda européen de cette directive, que le CCFD-Terre Solidaire, ses partenaires et les organisations de la société civile européenne réclamaient depuis longtemps. Par ailleurs, la directive européenne sera plus précise et détaillée que la loi française adoptée en 2017, et ses seuils élargiront le nombre d'entreprises concernées : elle visera les entreprises de plus de 500 salariés, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 150 millions d'euros. Un plus grand nombre d'entreprises y seront donc assujetties. Enfin, les entreprises françaises ne pourront plus prétendre être désavantagées par rapport à leurs homologues européennes, puisque la directive s'appliquera dans tous les États membres, et qu'elle touchera les entreprises de pays tiers qui commercent sur le marché intérieur européen. Même si elle est pour l'instant moins ambitieuse que ce que l'on souhaitait, **la directive européenne sur le devoir de vigilance sera donc une avancée importante pour le respect de l'environnement et des droits humains**, et un exemple à suivre pour d'autres pays ou régions.

LA LOI EN ACTION

La banque française BNP Paribas, qui n'a toujours pas élaboré de plan de vigilance, a fait l'objet en octobre 2022 de deux mises en demeure pour manquement à son devoir de vigilance. La première action, engagée par la Commission pastorale de la terre (partenaire brésilien du CCFD-Terre Solidaire), Notre Affaire à Tous et Rainforest Action Network, dénonce le soutien financier de la banque au producteur de viande bovine brésilien, Marfrig, suspecté de violations des droits humains et d'atteintes à l'environnement en Amazonie. Cette entreprise contribue en effet à la déforestation illégale de la forêt amazonienne, à l'accaparement de terres autochtones et au travail esclave dans certains élevages. Par son soutien financier à Marfrig, BNP Paribas se rend responsable de ces pratiques illégales. La seconde action, à l'initiative de Notre Affaire à Tous, des Amis de la Terre France et d'Oxfam France, dénonce la contribution de BNP Paribas aux dérèglements climatiques par son soutien à de nouveaux projets d'énergies fossiles.

PROMOUVOIR DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE RICHESSE

Grenoble a accueilli du 29 juin au 1^{er} juillet 2022 le second Forum international pour le bien-vivre, sur le thème « Tenir ensemble le cap d'une société juste et soutenable ». 4 ans après la première édition, ce second rendez-vous visait à rendre concrets les indicateurs alternatifs de richesse à une plus grande échelle.

En juin 2018, le CCFD-Terre Solidaire de Rhône-Alpes organisait le premier Forum international pour le bien-vivre dans le prolongement des réflexions portées par son réseau richesses, créé en 2012 pour questionner les outils de mesure économiques actuels qui « *ne prennent pas en compte ce qui compte* ». Les participants avaient alors partagé leurs réflexions autour d'autres modèles de développement. Lors du second Forum, fin juin 2022, **plus de 1 000 participants** (collectivités, représentants du monde de la recherche, acteurs de la société civile du Nord et du Sud, dont des partenaires internationaux du CCFD-Terre Solidaire) **de plus de 20 pays** se sont retrouvés afin de fixer ensemble le cap d'une société juste et soutenable, et surtout d'accélérer le changement de boussole, traduire en actes et en indicateurs le bien-vivre, renforcer la communauté des acteurs et actrices de ce changement.

Outre le Forum en tant que tel, qui s'articulait autour de 4 sessions plénières, 6 tables rondes et 65 ateliers, l'événement accueillait d'autres temps forts. D'une part, une Assemblée internationale de jeunes, préparée par les membres du réseau international Youth and Environment Europe (YEE), et réunissant 150 jeunes de 25 pays d'Europe invités à présenter des actions et réussites et à partager des leviers d'action, doutes et difficultés. D'autre part, un colloque scientifique visant à approfondir la réflexion sur un changement de paradigme, en mettant l'accent sur la prise en compte des interdépendances sociales, économiques et écologiques, des interdépendances entre les personnes et les collectifs, et des interdépendances territoriales, interscalaires et historiques.

PAROLES D'ACTEURS SUR LE FORUM

“

L'INTÉRÊT POUR CES SUJETS NOUS A PERMIS DE CRÉER UN CONSORTIUM D'ÉLUS GRENOBLOIS, D'UNIVERSITAIRES, D'AUTRES ORGANISATIONS LOCALES ET INTERNATIONALES, ET SURTOUT DE CAPTER DE NOUVEAUX PUBLICS BÉNÉVOLES DÉSIREUX DE QUESTIONNER LES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

”

*Camille Michel,
service civique en appui à la création d'un pôle ressource sur les indicateurs alternatifs de richesse au CCFD-Terre Solidaire Rhône-Alpes*

PIONNIÈRE DE LA FINANCE SOLIDAIRE, LA SIDI REPENSE SON ACTION

Forte d'une centaine de partenaires, principalement en Afrique, en Amérique latine et dans le bassin méditerranéen, la Sidi finance l'activité de petites entreprises locales, qu'elle aide également à s'institutionnaliser. En 2022, elle a engagé un nouveau travail de planification stratégique pour améliorer son action sur le terrain.

Émilie Debled
Déléguée générale



Quelle est l'action de la Sidi en matière de finance solidaire ?

La Sidi a été créée en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire pour prolonger son action dans le domaine économique. Elle s'engage à travers des instruments financiers comme le prêt, l'investissement en capital et les garanties, associés à un travail d'accompagnement sur la gouvernance, la performance sociale et environnementale ou la stratégie. La Sidi intervient dans l'accès aux services financiers de proximité, en vue de favoriser l'inclusion financière d'entités petites et vulnérables n'ayant pas accès aux investisseurs traditionnels. Elle les aide également dans l'étape cruciale de l'institutionnalisation et de la consolidation; elle intervient aussi dans le secteur des chaînes de valeur agricoles, en finançant entre autres les organisations et coopératives qui préfinancent les campagnes des petits producteurs.

À quels grands défis la Sidi fait-elle face aujourd'hui ?

Premièrement, face au nombre croissant d'investisseurs disposant de moyens importants, la Sidi doit réaffirmer ce qui justifie son intervention. Notre plan stratégique,

déployé de 2023 à 2026, vise notamment à comprendre les évolutions de marché et les manques auxquels nous pouvons répondre dans cet environnement de plus en plus dense et mouvant. Deuxièmement, la Sidi fait face à une stagnation de ses ressources en capital, liée à la perte de l'avantage fiscal qui stimulait l'actionnariat individuel, et à la sortie des investisseurs institutionnels tels que la Caisse des dépôts. Aussi devons-nous remobiliser notre base actionnariale, intéresser de nouveaux actionnaires, et trouver des subventions pour financer notre action d'accompagnement. Troisièmement, nous avons pris conscience de la nécessité de nous rapprocher du terrain. Nous avons donc réorganisé l'équipe opérationnelle en cinq pôles géographiques de deux ou trois personnes connaissant bien les contextes dans lesquels la Sidi intervient, et décidé de renforcer notre ancrage local. En Ouganda, notre filiale Soluti va devenir le prolongement de la Sidi en Afrique de l'Est et australe, tandis qu'au Togo nous allons créer un bureau pour l'Afrique de l'Ouest. **Ces équipes sur le terrain nous permettront de répondre au mieux aux besoins de financement et d'accompagnement de nos partenaires.** Dans ce cadre, nous porterons une attention particulière aux sujets environnementaux, en particulier la lutte contre le changement climatique.



LA SIDI FAVORISE L'INCLUSION FINANCIÈRE DE PETITES ENTITÉS N'AYANT PAS ACCÈS AUX INVESTISSEURS TRADITIONNELS

ZOOM SUR...



EN RDC, MUUNGANO PRODUIT UN CAFÉ À FORTE VALEUR AJOUTÉE

Depuis 2015, la Sidi est partenaire de la coopérative Muungano (République démocratique du Congo) qui collecte et transforme un café arabica de très haute qualité. **Cette coopérative, qui rassemble 4 000 petits producteurs, a reçu en 2022 le prix international de la finance solidaire décerné par le journal *Le Monde*.** Ce prix vient couronner les efforts de la coopérative, qui produit un café de qualité, équitable et biologique, dans un contexte particulièrement difficile : faiblesse des infrastructures, difficultés de transport, insécurité chronique, dérèglement climatique, travail rude à haute altitude. Dans le cadre de ce partenariat de long terme, la Sidi propose des prêts à des taux attractifs permettant de préfinancer les campagnes pour le café, et un accompagnement sur la gestion, le développement, mais aussi la promotion de pratiques d'agriculture durable.

34,6

millions d'euros de capital social

7,2

millions de bénéficiaires

120

partenaires

25

salariés

Source: Sidi

JUSTICE CLIMATIQUE

+1,1°

de réchauffement climatique
depuis l'ère préindustrielle

Source : ministère de la Transition
écologique

3,6

milliards de personnes
dans le monde vivent dans
des zones très vulnérables

Source : rapport du GIEC



Les pays du Sud subissent l'hyper pollution des pays du Nord et paient le prix fort de la crise climatique, ce qui renforce les inégalités entre les populations.

Nous défendons la justice climatique et un autre modèle de développement respectueux de l'environnement et des droits humains.

Nous demandons à chaque État de s'engager dans ce combat et soutenons des solutions telles que l'agroécologie et les circuits courts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En 2022, le GIEC a publié son troisième rapport sur les solutions pour réduire les émissions et s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques, soulignant le manque de volonté politique pour agir. Le CCFD-Terre Solidaire a porté les revendications de placer les droits des communautés touchées par le changement climatique au cœur des négociations et d'arrêter les fausses solutions comme la compensation carbone.



COP 27: TIMIDE AVANCÉE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les conditions dans lesquelles s'est tenue la COP 27 en Égypte n'ont pas permis à la société civile de peser suffisamment face à l'attentisme des États et au lobby des énergies fossiles. Malgré tout, l'événement s'est conclu sur une avancée importante pour les pays du Sud.

Myrto Tilianaki
Chargée de plaidoyer justice climatique



Quels ont été les faits marquants en 2022 en matière de justice climatique ?

Le GIEC a publié en 2022 le troisième volet de son sixième rapport, portant sur les solutions pour faire baisser les émissions, et sur la façon de se préparer au mieux pour s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques. Ce document souligne notamment que nous avons toutes les connaissances et tous les savoir-faire pour réduire nos émissions et lutter contre le réchauffement climatique, mais que la volonté politique fait toujours défaut. Or, si le réchauffement était supérieur à 1,5 voire 2 degrés, les conséquences seraient désastreuses pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les pays

qui ont le moins contribué à cette situation. C'est une véritable injustice climatique.

Dans ce contexte, comment s'est déroulée la COP ?

Les COP sont censées favoriser la participation, non seulement des États ayant signé la convention-cadre des Nations unies, mais aussi des sociétés civiles du Nord et du Sud, des scientifiques, etc. Or la COP 27 se déroulait en Égypte, où les atteintes aux droits humains sont nombreuses et l'espace civique très restreint. Le caractère de mobilisation traditionnellement forte autour des COP n'a donc pas été au rendez-vous. Nous avons également reçu des consignes quant à la manière de nous exprimer sur les questions relatives aux droits humains, alors que cette dimension est au cœur de la

justice climatique. Par ailleurs, le coût de participation de plus en plus élevé commence à faire des COP un espace assez exclusif. C'est d'autant plus problématique qu'en face, **636 lobbyistes liés aux énergies fossiles étaient présents à la COP 27**, soit un nombre plus important que certaines délégations étatiques ! Pour nous, cette COP a donc été assez compliquée.

Quelles revendications portait le CCFD-Terre Solidaire ?

Notre priorité était de faire en sorte que les droits des communautés, en première ligne face aux impacts du changement climatique, soient au cœur des négociations. Pour rester sous le seuil des 1,5 degré, qui est un enjeu de vie ou de mort pour certains pays, il faut faire baisser drastiquement et immédiatement les émissions de gaz à effet de serre au niveau global. C'est une première revendication très importante. La deuxième chose, c'est **d'arrêter avec les fausses solutions, telles que la compensation carbone**, qui ne répondent pas au besoin urgent de faire baisser les émissions, et qui n'aident pas non plus les pays du Sud à accéder à des financements pour mieux s'adapter aux impacts des dérèglements climatiques. Nous demandons donc à la communauté internationale de mettre en place des garde-fous, ainsi que des mesures de protection efficaces pour les droits humains.

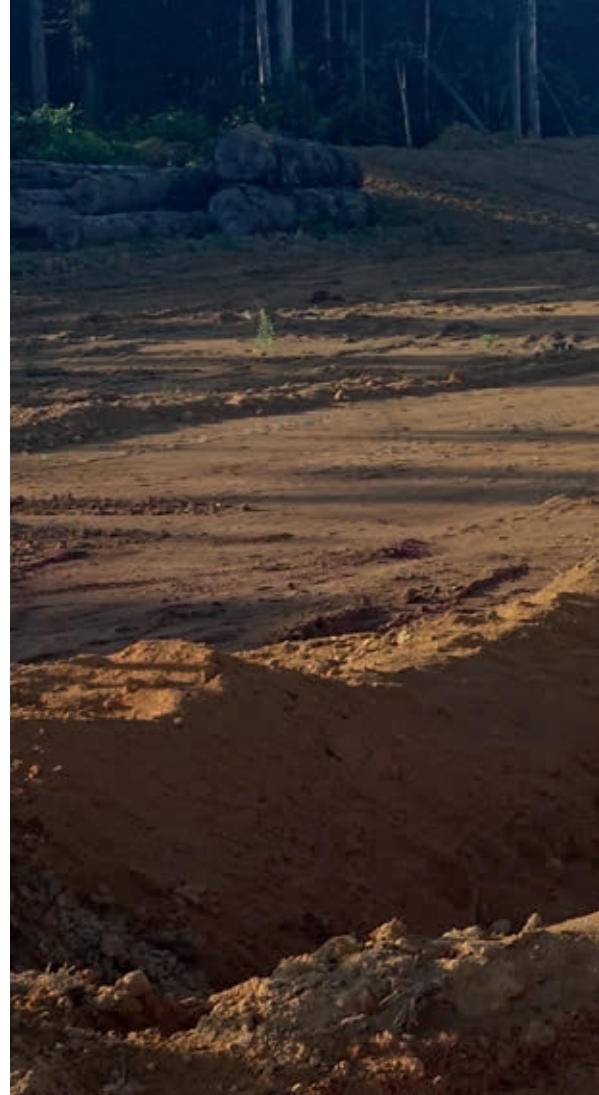
Quelles sont les perspectives positives ouvertes par cette COP ?

Cette COP avait été promue comme devant favoriser la mise en œuvre de mesures ambitieuses. Cela n'a pas été le cas sur tous les enjeux, mais il y a quand même eu une décision historique sur la question des pertes et dommages, c'est-à-dire les conséquences irréversibles du changement climatique. Les pays du Sud essayaient de mettre cette

question au cœur des négociations depuis plusieurs années, et les États se sont enfin mis d'accord pour la **création d'un fonds spécifique pour financer ces pertes et dommages**. Les modalités et le montant de ce fonds doivent être encore précisés pour réellement concrétiser cette victoire, mais c'est une avancée majeure.

À l'inverse, quelles limites, voire quels reculs, le CCFD-Terre Solidaire a-t-il pointé ?

Lors des négociations, le lobby des énergies fossiles a activement fait la promotion des technologies de captage et stockage du carbone. Par ailleurs, certains pays ont annoncé des mesures en parallèle des négociations. Ainsi, les États-Unis ont indiqué vouloir créer un nouveau marché carbone volontaire, basé sur l'achat par les entreprises de crédits carbone issus de projets renouvelables dans les pays du Sud, pour financer la transition énergétique dans ces pays. Il est contre-productif de faire ce genre d'annonce en marge de négociations qui visent précisément à affiner les règles de mise en œuvre des marchés carbone. D'autant que les marchés carbone volontaires existants sont assez décriés. Certains médias ont notamment montré que ces marchés carbone généraient des crédits « fantômes » ne renvoyant pas toujours à de véritables réductions des émissions. Outre l'aspect climatique, la multiplication de ces espaces pose aussi des problèmes du point de vue du respect de droits humains dans les pays du Sud, car ces projets ne prévoient pas de garanties pour les droits des communautés locales.



**FAIRE EN SORTE QUE
LES DROITS DES
COMMUNAUTÉS QUI
SONT EN PREMIÈRE
LIGNE FACE AUX
IMPACTS DU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE, SOIENT
AU CŒUR DES
NÉGOCIATIONS**



LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE DÉNONCE LES PROJETS CLIMATICIDES DE TOTALÉNERGIES EN AFRIQUE

La COP 27 a été l'occasion de rappeler la nécessité d'en finir avec les « mégaprojets » qui vont à rebours de la lutte contre le changement climatique. Selon l'Agence internationale de l'énergie, il est notamment primordial de renoncer à tout nouveau projet d'extraction d'énergie fossile, pour espérer maintenir le réchauffement sous la barre des 1,5 degrés. Ignorant cet impératif, TotalEnergies prévoit le lancement des projets dévastateurs pour le climat.

En Ouganda, le forage de 400 puits de pétrole au sein d'un parc naturel protégé et sur les rives du lac Albert générera 34 millions de tonnes de CO². Au Mozambique, l'exploitation par la firme pétrolière de l'une des plus grandes réserves gazières du monde émettra l'équivalent de sept années d'émissions de gaz à effet de serre de la France. Alors qu'il se fait régulièrement le héraut de la lutte contre le réchauffement climatique, le gouvernement français, loin de freiner ces projets, a déployé d'intenses efforts diplomatiques et économiques pour défendre les intérêts de TotalEnergies au Mozambique.

Face à cette attitude incompréhensible et dangereuse, le CCFD-Terre Solidaire a appelé à supprimer tout soutien public aux projets climaticides, faisant siens les mots du pape François dans l'encyclique *Laudato Si'* : « *Il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier (...). Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement.* »



PAIX ET VIVRE-ENSEMBLE

100

millions de personnes
déplacées dans le monde
à cause des conflits en 2022

850

millions de personnes dans
23 pays ont été confrontés à
un conflit de moyenne ou forte
intensité

X 2

En 10 ans, le nombre
de conflits a doublé



Source : ONU

Les persécutions, la domination patriarcale, les guerres, l'exclusion et l'individualisme affaiblissent l'accès à une vie digne.

Nous soutenons la promotion d'une culture de la paix durable et inclusive, car nous pensons que les violences et les atteintes aux droits humains fragilisent nos sociétés et l'accès de toutes et tous à une vie digne.

Nous aidons nos partenaires à lutter contre les injustices et les dominations, en favorisant le dialogue et la réconciliation pour résoudre les conflits dans le respect de chacun.

Nous agissons pour la démocratie, l'État de droit et l'inclusion de la société civile dans les décisions.



UNE THÉMATIQUE ANCRÉE DANS L'ENGAGEMENT DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Depuis sa création, le CCFD-Terre Solidaire considère la paix comme une condition du développement et soutient des projets en ce sens. Au fil des années, nous avons constaté que la construction d'une paix durable implique aussi la mise en place de conditions favorables au vivre-ensemble, qui englobe un ensemble d'enjeux comme la prévention et la résolution des conflits, la réconciliation, le dialogue, l'éducation à la non-violence ou encore le commerce des armes.

*Hélène Dulin
Chargée de plaidoyer
paix et vivre-ensemble*



Quels thèmes et enjeux plus spécifiques recouvre la thématique « paix et vivre-ensemble » pour le CCFD-Terre Solidaire ?

Dans son rapport d'orientation 2021-2027, le CCFD-Terre Solidaire a décidé de mettre l'accent sur la promotion d'une culture de paix qui soit durable et inclusive, et qui tisse les conditions du vivre-ensemble. Sur cette base, la sous-commission thématique et l'équipe transversale ont proposé deux axes stratégiques sur lesquels travailler jusqu'en 2024.

Notre premier axe stratégique est de lutter contre la restriction de l'espace des sociétés civiles, la régression des libertés publiques et la criminalisation croissante des défenseurs des droits. Selon le rapport Civicus sur l'état des sociétés civiles, 89 % de la population mondiale vit dans un pays où les droits civiques, notamment les libertés de réunion, d'association et d'expression, font l'objet de restrictions. Par ailleurs, nous assistons à une criminalisation croissante des défenseurs des droits humains ou environnementaux. Pour le CCFD-Terre Solidaire, **lutter contre la restriction des espaces civiques et la criminalisation des défenseurs des droits va de pair avec la**

consolidation de sociétés démocratiques, et donc le renforcement du pouvoir d'agir des sociétés civiles.

Le second axe stratégique est d'agir sur les conflits liés aux ressources naturelles, telles que les terres, l'eau, les océans, et les richesses naturelles comme l'or ou les diamants. Cet enjeu va aller croissant dans les années à venir, en raison notamment des dérèglements climatiques qui vont exacerber la raréfaction de ces ressources dont l'exploitation et l'acaparement risquent de provoquer ou d'aggraver des tensions et conflits.

Comment ces différents enjeux ont-ils été pris en main en 2022 ?

Pour le CCFD-Terre Solidaire, 2022 a été une année de réflexion autour de ces enjeux. Sur le premier axe, nous avons pris le temps d'analyser, en lien avec nos partenaires, les principales causes de la restriction de l'espace civique et de la criminalisation des défenseurs des droits. Nous constatons dans différents pays l'existence de lois restrictives et liberticides, voire de lois « anti-ONG » visant par exemple à interdire le financement des organisations de la société civile par des organisations étrangères telles que la nôtre. De façon simul-

tanée, nous observons une criminalisation croissante des mouvements sociaux et des défenseurs des droits ainsi qu'une augmentation des menaces et intimidations à leur encontre. Face à cette situation, il n'est pas question pour le CCFD-Terre Solidaire d'interpeller directement les États concernés. En revanche, il nous semble essentiel que la France se dote d'un plan d'action en faveur du respect des libertés fondamentales et des principes démocratiques dans ces pays, et en soutien aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits des victimes de répression. Sur le deuxième axe, nous avons commencé à travailler sur la compréhension des causes, des enjeux et des conséquences des conflits liés aux ressources naturelles, afin d'identifier des axes d'action spécifiques. Dans le passé, le CCFD-Terre Solidaire avait mené un plaidoyer sur les minerais de conflit dans la région des Grands Lacs en Afrique, qui avait abouti à l'adoption d'un règlement européen visant à une meilleure régulation autour de cinq minerais. Nous devons aujourd'hui renouveler notre expertise sur le sujet.

Comment l'équipe transversale s'est-elle emparée de ces enjeux ?

Si les enjeux de paix et de vivre-ensemble sont abordés depuis plusieurs années au niveau de la direction des Partenariats internationaux notamment, c'est une thématique nouvelle pour le CCFD-Terre Solidaire d'un point de vue transversal. Il s'agissait donc, l'an dernier, de voir comment le partenariat international, la mobilisation citoyenne et le plaidoyer allaient concourir ensemble à notre objectif de changement, en accompagnant nos partenaires sur ces enjeux, en y sensibilisant le grand public, et en interpellant l'État français. Nous avons adopté un plan d'action en 2022 et nous allons l'affiner avec une expertise renouvelée sur ces problématiques, afin de déterminer les actions que nous mènerons plus spécifiquement.

À GAZA, UNE ASSOCIATION PROTÈGE ET SOUTIENT LES FEMMES JOURNALISTES

Au Proche-Orient, l'année 2022 a été marquée par la hausse des violences et des atteintes aux droits humains, sur fond de dégradation de la situation économique et sociale. Dans ce contexte, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu une grande diversité d'initiatives des sociétés civiles, notamment dans les territoires palestiniens.

« En mai 2021, les locaux de l'association Filastiniyat, qui lutte contre les inégalités de genre, ont été détruits dans un bombardement israélien. Le CCFD-Terre Solidaire est venu en aide à l'association en 2022, pour lui permettre de déménager dans de nouveaux locaux. Plus spacieux, ceux-ci disposent désormais d'un espace de travail dédié spécifiquement aux femmes journalistes pigistes en situation de précarité. Cet espace accessible gratuitement et quotidiennement est aujourd'hui utilisé par plusieurs femmes, dont certaines développent leur propre média. Lors de sa conférence annuelle, Filastiniyat a par ailleurs consacré un atelier au sujet des femmes journalistes et de la sécurité numérique. À cette occasion, des femmes journalistes victimes de harcèlement ou de chantage en ligne ont pu prendre la parole, levant un tabou important de la société palestinienne. »

Elnara Petit,
responsable service Maghreb-Europe-Machreq

EN CENTRAFRIQUE, LA PIJCA ŒUVRE POUR LA RÉCONCILIATION

**Alors qu'une guerre civile aux relents religieux secoue la Centrafrique, des jeunes de toutes confessions créent la Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine (Pijca).
Leur objectif : œuvrer à la réconciliation pour construire la paix.**

« Quand ils créent la Pijca, des jeunes de toutes confessions veulent témoigner du fait qu'ils sont tous centrafricains, quelles que soient leur religion ou leur origine. Ils montent d'abord des actions symboliques communes pour casser ces clivages. Puis, avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire, ils développent dans différents territoires des actions en faveur de la réconciliation. Ils proposent notamment aux miliciens démobilisés des formations sur le vivre-ensemble, la cohésion sociale ou la justice. En parallèle, ils créent pour eux des petits projets économiques qui leur permettent d'avoir une activité et de retrouver leur dignité. Peu à peu, ces ex-combattants deviennent de précieux acteurs de paix. Si la situation politique de la Centrafrique reste incertaine, les avancées locales permises par la Pijca témoignent de la possibilité, sans grands moyens mais grâce à l'affirmation de la fraternité, de construire une relation de confiance et de revenir à la paix. »

Bruno Angsthelm,
chargé de mission Afrique

AU BRÉSIL, UNE NOUVELLE PAGE PORTEUSE D'ESPOIR

La campagne électorale brésilienne a constitué l'un des temps forts de l'année 2022. En amont de l'élection, le 3^e baromètre sur la situation des droits humains au Brésil publié par la Coalition Solidarité Brésil, dont le CCFD Terre-Solidaire est membre, avait dressé un bilan alarmant de quatre années de bolsonarisme.

« Sur place, nos partenaires brésiliens se sont mobilisés pour que les classes populaires puissent s'exprimer et repousser un possible second mandat de Jair Bolsonaro, qui aurait parachevé la destruction des politiques publiques. Dans le Nordeste, notre partenaire Equip a animé des espaces de dialogue sur la situation politique et des droits humains. Des « classes publiques » organisées dans la rue ont permis d'aborder des problématiques comme l'inflation, la faim ou l'éducation, et d'insister sur l'importance du vote pour des candidats de changement social. Les actions de ce type ont contribué à faire de cette échéance démocratique une réussite, même si la vigilance reste de mise et que la mobilisation citoyenne est plus que jamais nécessaire. »

Nicolas Gravier,
responsable service Amérique latine et Caraïbes

FACE À L'EFFONDREMENT DU PAYS, LA POPULATION BIRMANE SE MOBILISE

Un an après le coup d'État de février 2021 en Birmanie, la junte militaire a poursuivi son offensive répressive contre la population. Sur place, les partenaires du CCFD-Terre Solidaire aident la population à s'auto-organiser.

« Après le coup d'État, nos partenaires ont d'abord mis en œuvre des actions d'urgence et d'assistance à la population. Puis, les services publics ne fonctionnant quasiment plus, ils se sont mobilisés pour rendre les communautés autonomes en matière d'alimentation, de scolarisation et de formation. Mais ils doivent faire face à des obstacles quotidiens. Les déplacements à travers le pays, en particulier, sont entravés. Ces organisations sont donc éclatées, avec des salariés répartis dans tout le pays et des contacts plus difficiles à établir. Nos partenaires se sont recentrés sur des actions très localisées mais porteuses de fruits, en se reposant sur des réseaux de confiance développés avant le coup d'État. Certains d'entre eux se sont exilés vers la Thaïlande, d'où ils mènent des actions de plaidoyer international afin d'appuyer le retour de la démocratie en Birmanie. »

Juliette Segard,
responsable service Asie

MIGRATIONS

48%

des migrants dans le monde
sont des femmes

50 000

personnes sont mortes ou ont
disparu sur les routes de l'exil
depuis 2014

3,6 %

de la population mondiale
vivait en 2020 dans un autre
pays que son pays de naissance



Sources: UNHCR et OIM

Nous militons pour des politiques respectueuses des droits des personnes migrantes et la liberté de circulation. Les politiques migratoires actuelles bafouent les droits des personnes migrantes et violent les traités internationaux. Nous luttons pour que les migrations soient considérées comme une richesse pour nos sociétés et qu'elles contribuent à bâtir un avenir commun.

Nous défendons une gouvernance alternative des migrations et nous mobilisons pour soutenir des initiatives innovantes pour l'accueil, la protection et la liberté de circulation des personnes migrantes. Nous encourageons les espaces de discussions pour des « villes accueillantes ».



UNE GESTION PLUS RÉPRESSIVE, DES ROUTES PLUS DANGEREUSES

Les États se dotent de dispositifs toujours plus répressifs pour contrôler et limiter les déplacements de population vers leur territoire. Cette politique sécuritaire ne dissuade pas les départs, mais contraint les personnes à emprunter des routes plus dangereuses. Avec ses partenaires en France et dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire plaide pour des politiques respectueuses des personnes, de leurs droits, de leur dignité et de leur liberté de circulation.

*Justine Festjens
Responsable équipe migrations*



La voie répressive choisie par l'Europe pour contrôler les migrations à ses frontières s'est-elle confirmée en 2022 ?

C'est une approche toujours plus sécuritaire des enjeux de la mobilité qui s'est poursuivie, avec toujours plus de murs aux frontières de l'Europe, de camps pour enfermer les personnes migrantes et de refoulements illégaux. Outre les importants moyens humains et financiers qu'elle consacre à cette stratégie répressive, l'Union européenne

cherche à modifier le cadre juridique pour permettre des pratiques aujourd'hui illégales, comme les restrictions d'accès à la demande d'asile, observées en Grèce ou en Italie. Par ailleurs, elle négocie avec des pays tiers pour externaliser sur leur sol les demandes d'asile et le contrôle des déplacements de population. Cela revient à imposer de nouvelles frontières dans les pays du Sud, et à empêcher les mobilités intrarégionales, nécessaires en période de sécheresse par exemple. Face à cette logique d'externalisation des frontières, l'exil continue, mais dans des conditions beaucoup plus dangereuses qui se traduisent par une multiplication des violations des

DE BILBAO À BRUXELLES, UNE MARCHÉ POUR PROMOUVOIR LES DROITS DES MIGRANTS

**Le CCFD-Terre Solidaire a participé en septembre 2022 à la marche des solidarités, qui a relié par étapes Bilbao à Bruxelles, sous le mot d'ordre « Rights No Deaths » (« Le droit à la vie, une vie avec des droits »).
Justine Festjens livre son témoignage.**

L'idée d'une marche des solidarités avait été lancée en septembre 2021 par un collectif basque afin de dénoncer les morts aux frontières. Elle a rassemblé des acteurs qui ne dialoguaient pas forcément, comme les mouvements de solidarité internationale, les collectifs de solidaires et d'exilés et les syndicats, afin d'associer lutte locale et perspective internationale. Le CCFD-Terre Solidaire a accompagné ce dialogue et organisé la venue de partenaires du Maghreb et du Sahel qui, aux côtés d'une délégation de bénévoles et de salariés, ont participé à des rencontres à Calais, puis se sont rendus au Parlement européen à Bruxelles pour présenter un certain nombre de revendications. Cette initiative a aussi permis de renforcer les alliances au niveau européen autour de la question de l'externalisation et des enjeux de régularisation des personnes sans-papiers en Europe.

droits, des violences et des morts. Là-bas comme ici, cette approche se fonde sur la montée d'un discours de haine, en même temps qu'elle l'alimente.

Quelle est la stratégie du CCFD-Terre Solidaire par rapport à ces différents enjeux ?

En 2022, la sous-commission migrations internationales devait déployer une stratégie croisant partenariat, plaidoyer et mobilisation citoyenne. Dans cette optique, nous avons organisé, avec un groupe de personnes salariées et élues, une immersion à la frontière franco-britannique aux côtés de la Plateforme des soutiens aux migrants et migrantes (PSM), et à la frontière franco-italienne avec l'association Tous migrants, dont nous sommes partenaires. À partir d'une analyse partagée de la situation et des expériences citoyennes sur le terrain, nous avons fait émerger deux axes stratégiques. En premier lieu, la sécurisation des frontières, avec une attention particulière portée à l'appui des partenaires en zone frontière et au décryptage des

politiques d'externalisation des frontières. En second lieu, nous avons décidé de travailler **une alternative concrète autour du levier des villes, où s'inventent des solutions innovantes pour l'accueil et l'intégration des personnes migrantes.**

Comment le CCFD-Terre Solidaire se mobilise-t-il concrètement ?

Nous nous appuyons d'abord sur nos partenaires qui protègent les personnes migrantes sur les chemins de l'exil et luttent pour le respect effectif de leurs droits. Des missions ont eu lieu sur les zones frontières, en Mauritanie, au Maroc et en Grèce. La criminalisation de la société civile a également fait l'objet d'une attention forte. Du point de vue du plaidoyer, le CCFD-Terre Solidaire a mené un travail d'analyse sur le rôle de la France dans la mise en place des politiques européennes d'externalisation des frontières. Ce travail a mis en exergue le besoin d'un contrôle démocratique plus fort de ces politiques, dont nous avons fait part à plusieurs parlementaires français et européens. Le sommet Union européenne-Union

africaine a été l'occasion de rencontrer des personnes clés au sein des ministères concernés, par le biais du réseau « Des ponts pas des murs » et la commission migrations de Coordination SUD. Enfin, constatant la nécessité de faire émerger les voix du Sud, le CCFD-Terre Solidaire continue à soutenir des espaces de concertation régionaux comme le réseau Maghreb-Sahel ou le Southern African Migration Network. Lors du Forum social mondial de Mexico en 2022, ces têtes de réseau ont pu discuter de l'organisation d'un Forum social africain sur les migrations à Niamey, au Niger, en 2023, visant à défendre d'une voix forte des mouvements sociaux africains sur les enjeux des politiques migratoires.

Le CCFD-Terre Solidaire s'est-il aussi engagé en France en 2022 ?

Nous avons cherché à faire le lien entre l'engagement des partenaires et celui du réseau. Des temps d'échange avec les partenaires sont régulièrement proposés aux bénévoles du CCFD-Terre Solidaire dans l'objectif de soutenir leurs actions de mobilisations. À l'occasion de la campagne collective « Être une ville accueillante, c'est possible » menée en amont des élections municipales de 2020, nous avons soumis aux candidats des propositions concrètes à partir de l'expérience de nos partenaires. Ce dialogue se poursuit aujourd'hui. En lien avec cet engagement, **nous avons soutenu en 2022 la création d'un réseau français de maisons accueillantes, Toiles, pour penser concrètement la vie et l'intégration des personnes migrantes.**



ASSOCIATION TOILES, LE RÉSEAU DES « MAISONS ACCUEILLANTES »

La crise de l'accueil que traverse la France s'est encore accentuée par la saturation des espaces institutionnels de mise à l'abri et d'hébergement et par un fort désengagement politique. De ce fait a été observée une multiplication des espaces informels présentant des conditions de résidence ou d'hébergement indignes (squats, jungles, dans la rue, etc.).

Mais, partout en France, ce sont aussi de nombreux citoyennes et citoyens, militantes et militants et associations qui prennent l'initiative d'organiser de nouveaux modèles d'accueil et de pallier l'inaction de l'État. Le cas des « maisons accueillantes » s'inscrit dans cette lignée d'un accueil plus digne et plus humain pour les personnes exilées, qu'elles soient en transit ou à la recherche de résidence, à long terme.

En 2022, le Réseau des maisons accueillantes a été créé sous le nom de l'association Toiles et accompagné tout du long par le CCFD-Terre Solidaire pour répondre à l'isolement exprimé par les acteurs et actrices de ces lieux et renforcer leurs actions. Il compte désormais plus de 30 maisons et se réunit régulièrement pour mettre en place des échanges de pratiques et réflexions sur la sensibilisation et le plaidoyer.



AGIR POUR PRÉPARER DEMAIN

NEUTRALITÉ CARBONE: NE SOYONS PAS DUPES!

Les multinationales se contentent
de compenser leurs émissions carbone en
plantant des arbres au lieu de les réduire
structuellement. En plus de ne pas résoudre
réellement la crise climatique,
cela a des impacts négatifs sur les
populations locales et la biodiversité.

Rejoignez le mouvement
cdd-terresolidaire.org/
stopcompensation



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

04



MOBILISATION CITOYENNE

7 510

bénévoles
dont 3 600 donateurs

2 300

adhérents

71

âge moyen
des bénévoles du
CCFD-Terre Solidaire



En 2022, le CCFD-Terre Solidaire a recensé plus de 1 600 actions organisées par ses bénévoles, touchant près de 70 000 personnes.

La campagne « *Nos voix pour une terre solidaire* » a permis de créer des espaces d'échange sur la solidarité internationale en amont des élections présidentielle et législatives.

D'autres actions notables incluent le Forum international bien-vivre à Grenoble et le festival Solifest en Normandie.

La campagne de Carême a également permis aux bénévoles d'accueillir 15 organisations partenaires de différents pays et d'organiser 500 événements.

Le bénévolat a été renforcé par le biais d'une campagne de recrutement numérique et une offre de formation interne a été renforcée.

Le CCFD-Terre Solidaire a également réalisé des vidéos pour stimuler l'envie de s'engager en encourageant les bénévoles à retrouver le plaisir, le lien, l'utilité et le sens de leur engagement.



DES MOBILISATIONS QUI S'ÉTOFFENT, UN RÉSEAU QUI SE RENFORCE

En 2022, la mobilisation du réseau a poursuivi son évolution vers des modes d'action inventifs et plus diversifiés. Celle-ci a été soutenue par l'équipe nationale qui accompagne et outille cette dynamique.

*Entretien avec Jean Vettrano
Directeur de la mobilisation citoyenne*



Comment se caractérise la mobilisation citoyenne au CCFD-Terre Solidaire en 2022 ?

La mobilisation citoyenne désigne l'ensemble des actions tournées vers les citoyens. Celles-ci vont de l'organisation de stands aux actions d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale en milieu scolaire, en passant par la campagne de Carême, qui, en 2022, a permis aux bénévoles d'accueillir de nouveau (enfin !) des partenaires internationaux. Nous observons aussi une diversification des modalités de mobilisation, avec de nouvelles façons de parler de solidarité internationale : ici, un vide-dressing solidaire, là, un marché de Noël contre la crise alimentaire, ailleurs un escape game... Preuve de ce dynamisme, le CCFD-Terre Solidaire a recensé 1 600 actions organisées par ses bénévoles en 2022,

dont un certain nombre dans le cadre de la campagne «*Nos voix pour une terre solidaire*». D'autres actions phares ont eu lieu, comme le Forum international bien-vivre à Grenoble ou le festival Solifest en Normandie, dédié aux enjeux de solidarité et d'écologie.

Quelle est la stratégie du CCFD-Terre Solidaire pour développer ce réseau très actif ?

Le conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire a validé en 2021 une stratégie visant à étoffer le bénévolat, qui comporte plusieurs leviers. En septembre 2022, nous avons organisé une campagne de recrutement numérique au cours de laquelle 258 personnes se sont déclarées intéressées par le bénévolat. En parallèle, nous avons mis en ligne 326 offres de bénévolat sur des plateformes spécialisées. Outre le recrutement de nouveaux bénévoles en région, nous cherchons aussi à

renforcer le bénévolat au siège, pour des missions spécifiques auprès des différentes directions. Il nous reste aussi à relever le défi d'intégrer davantage de jeunes.

Comment accompagnez-vous l'engagement de ce réseau ?

Cela passe par différents biais. Nous avons créé un espace intranet, La Place, qui permet aux bénévoles d'échanger entre eux au sein de groupes thématiques. Le conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire

a par ailleurs décidé d'amplifier le plan de formation interne pour les bénévoles, avec l'appui d'une salariée dédiée à cette mission. Cela a permis de muscler l'offre de formation sur nos axes thématiques ainsi que sur des aspects plus techniques comme le plaidoyer local. Nous cherchons aussi à faire entrer de nouvelles personnes au conseil d'administration et au bureau. Pour stimuler cette envie, le CCFD-Terre Solidaire a souhaité incarner cette forme d'engagement au travers de vidéos où des bénévoles témoignent de leur rôle dans

ces instances. Mais ce que l'on veut accompagner et susciter, c'est avant tout que nos bénévoles se retrouvent dans les quatre dimensions de l'acronyme PLUS : plaisir, lien, utilité, sens.



17
régions

1 470
bénévoles formés par le
CCFD-Terre Solidaire

1 600
actions

74 000
personnes impactées





PAROLES DE BÉNÉVOLES

Alice Monnier
Bénévole et animatrice de développement
au CCFD-Terre Solidaire

Alice Monnier, agricultrice pendant dix ans, puis « animatrice de développement » auprès des agriculteurs, suit le CCFD-Terre Solidaire depuis 40 ans. Elle est représentante de la région Aquitaine au sein de la sous-commission souveraineté alimentaire. Un moyen pour cette bénévole de mettre à profit son expérience et de réfléchir à l'agriculture de demain.

Le terrain, elle connaît. Alice Monnier fait partie de cette vague d'agriculteurs qui se sont installés dans le Larzac au milieu des années 1970. Productrice de lait de brebis avec transformation en fromage pendant dix ans, elle a ensuite été « animatrice de développement » en Gironde, au Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural. Ce réseau d'associations, dans la mouvance de l'éducation populaire, met en relation les agriculteurs, les ruraux et la société civile pour « promouvoir une agriculture plus économe, autonome et solidaire ».

C'est donc tout naturellement que cette femme à la voix franche et aux convictions intactes est devenue membre de la sous-commission nationale souveraineté alimentaire du CCFD-Terre Solidaire. Depuis deux ans, elle est même sa représentante pour la région Aquitaine.

Pour Alice Monnier, tout commence par « un travail personnel ». « Il s'agit de lire des textes, notamment sur l'agroécologie paysanne et solidaire, et de tenter d'affiner la réflexion pour fournir des idées au CCFD-Terre Solidaire, l'aider au positionnement idéologique. » La bénévole considère la sous-commission souveraineté alimentaire comme un « laboratoire d'idées avec un aller-retour permanent entre le régional et le national, entre les bénévoles et les salariés. Une coopération enrichissante ». « Les salariés sont tous diplômés, mais ils ne prennent pas une posture de surplomb : chacun est à sa juste place pour apporter des idées, et c'est ce que j'aime au CCFD-Terre Solidaire. » Son histoire avec l'organisation a commencé alors qu'elle était toute jeune. « Je suis catholique, mais de 18 à 30 ans, je me suis un peu éloignée de ce milieu. Cependant, j'ai toujours entendu parler du CCFD-Terre Solidaire, et quand, dans l'Aveyron, j'ai été sollicitée par d'autres agriculteurs pour devenir bénévole, je n'ai pas hésité. »

Depuis le début de sa retraite, il y a cinq ans, l'ancienne agricultrice militante s'implique davantage et tente de faire des passerelles entre le CCFD-Terre Solidaire et l'association d'éducation à l'environnement qu'elle préside dans le sud de la Gironde, L'Auringleta. Toujours avec l'envie de promouvoir l'agroécologie paysanne et solidaire.



**DONNER POUR
UN AVENIR PLUS JUSTE**



05

EN 2022, UNE FIDÉLITÉ RÉAFFIRMÉE

Entretien avec Patrick Saurat
Trésorier national



Des difficultés, l'année écoulée en a eu plus que sa part avec l'invasion de l'Ukraine, le retour de l'inflation que l'on croyait à tort disparue et la baisse des marchés financiers.

Tout cela a pesé sur nos résultats, en particulier l'effondrement historique des marchés obligataires qui nous a privés de l'essentiel des produits de l'épargne solidaire en 2022.

Par ailleurs, la générosité du public en France s'est beaucoup portée sur le soutien à l'Ukraine, ce qui est très légitime, mais n'a pas bénéficié à notre association qui n'intervient pas dans ce pays.

Pour autant, les donateurs n'ont pas délaissé la solidarité internationale, et **le CCFD-Terre Solidaire a pu collecter près de 34 millions d'euros**, soit une baisse de 3% due en partie à la faiblesse des produits d'épargne solidaires.

Les dons manuels ont représenté quant à eux 26,6 millions d'euros et les legs et donations 6,8 millions d'euros. Soit des baisses respectives de 1,8 et 1,6% par rapport à 2021.

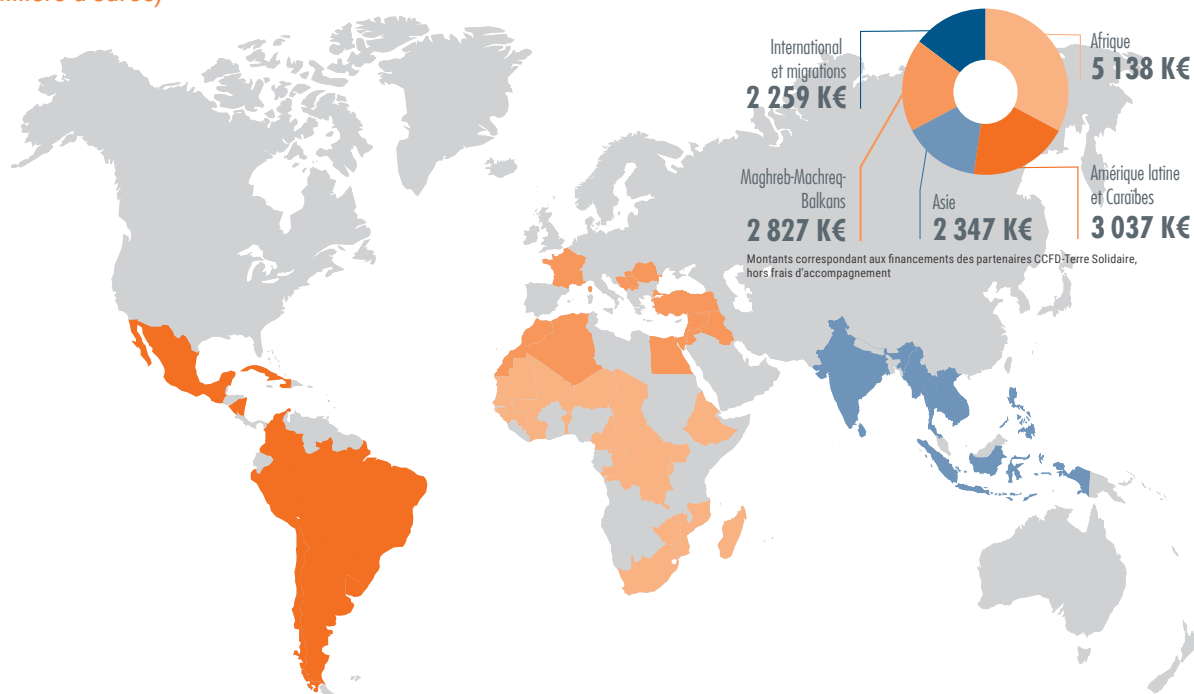
Malgré cette légère décline de ses ressources et grâce à une augmentation du don moyen, le CCFD-Terre Solidaire a pu poursuivre ses missions sociales en France : mobilisation, éducation citoyenne et plaidoyer et à l'étranger auprès de ses partenaires.

Le soutien à la Sidi, filiale financière du CCFD-Terre Solidaire, qui œuvre pour le développement de la micro-finance et l'accompagnement d'organisations paysannes du Sud, s'est poursuivi. La Fondation Terre Solidaire, quant à elle, continue à porter ses ressources vers des projets novateurs, en particulier dans l'agroécologie.

Portés par notre rapport d'orientation, nous abordons cette année 2023 avec confiance et enthousiasme au service des moins favorisés et des exclus.

FINANCEMENT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)



UTILISATION DES RESSOURCES

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est le fruit de l'action conjointe des organisations partenaires, des bénévoles, des sympathisants et des salariés, avec le soutien des donateurs.

À la générosité des donateurs (33 880 k€) s'ajoute celle des bénévoles et des sympathisants, qui offrent leur temps et leurs compétences pour la construction d'une Terre plus solidaire.

Cet engagement bénévole se situe à tous les niveaux de l'activité de l'association. S'il est prioritairement dirigé vers la mobilisation citoyenne et vers le soutien aux campagnes de plaidoyer dans toute la France, il assure également une partie de la collecte et du traitement des dons, ainsi que la participation à divers groupes de travail et de réflexion.

En 2022, on dénombre **7 510 bénévoles ayant offert 83 622 jours, soit l'équivalent de 408 « équivalents**

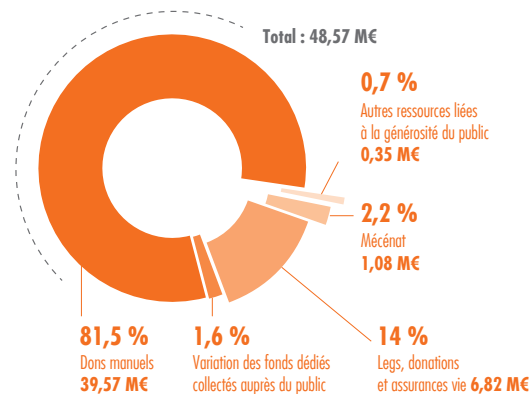
temps plein » pour assurer la mission du CCFD-Terre Solidaire dans les délégations diocésaines, au niveau des régions ou encore au siège.

Ce temps valorisé à une, deux ou trois fois le taux horaire chargé du SMIC, selon le type de responsabilité, représente un montant total de 12 967 k€.

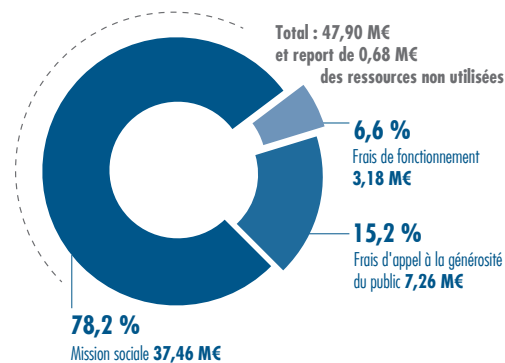
En 2022, **981 k€ de prestations en nature ont été offerts par des prestataires de la direction de la communication et de l'information**, permettant ainsi à l'association de bénéficier d'espaces gracieux et de contributions en nature. La générosité des donateurs, des bénévoles, des sympathisants et des prestataires représente donc un montant de 48 575 k€ de ressources globales en 2022 (y compris variation de fonds dédiés issus de la générosité).

78,2% des fonds collectés auprès du public, intégrant les contributions volontaires en nature, sont employés pour la mission sociale du CCFD-Terre Solidaire.

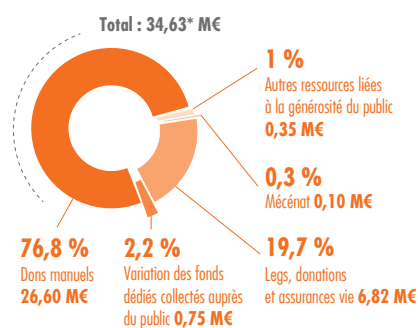
RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC AVEC VALORISATION DU BÉNÉVOLAT



EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC INTÉGRANT LA CONTRIBUTION BÉNÉVOLE

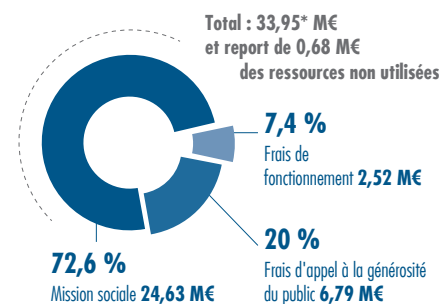


RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC SANS LE BÉNÉVOLAT



* chiffres arrondis à l'unité

EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC SANS LA CONTRIBUTION BÉNÉVOLE



* chiffres arrondis à l'unité

DES DONATEURS FIDÈLES ET TRÈS GÉNÉREUX, DONT LES PRATIQUES ÉVOLUENT

Le développement de nouvelles formes et modalités de don s'est poursuivi en 2022, confirmant les perspectives ouvertes ces dernières années.

Entretien avec Damien Cousin
Directeur du développement des générosités



Les générosités se sont-elles maintenues à un bon niveau en 2022 ?

Malgré une légère baisse des dons en raison d'un contexte plus contraint financièrement, l'année s'est terminée sur un bilan positif grâce à l'augmentation des ressources issues des libéralités. Nous constatons en effet une vague de générosité au niveau des legs et des assurances vie, qui viennent souvent conclure un parcours de générosité tout au long de la vie. De manière générale, nous comptons des donateurs fidèles dont la générosité s'est renforcée au fil des années. Dans le même temps, nous devons trouver de nouveaux donateurs et proposer de nouvelles modalités de don.

Comment le CCFD-Terre Solidaire accompagne-t-il ces évolutions ?

Nous investissons pour développer le prélèvement automatique qui permet de stabiliser notre collecte.

Le montant des dons reçus par ce biais a augmenté de près de 7 % entre 2021 et 2022. Nous avons également mené deux campagnes numériques pour promouvoir les legs. Enfin, notre laboratoire d'innovation teste des dispositifs pour fidéliser de nouveaux donateurs. Celui-ci s'est réuni pour la première fois en novembre dernier, et des collègues de différentes directions ont pu y proposer des opérations innovantes, à matérialiser dans les prochaines années.

Comment envisagez-vous l'avenir, compte tenu des incertitudes liées au contexte actuel ?

Sur la partie libéralités, nous bénéficions d'un contexte de vieillissement naturel de la population et du travail relationnel que nous avons initié ces dernières années, que nous allons renforcer dans les années à venir. Sur la question des dons, nous sommes dans une phase d'incertitude depuis 2020, d'où la nécessité de continuer à stabiliser la collecte et d'être davantage dans la réactivité et l'adaptabilité pour faire évoluer notre stratégie en fonction de ce contexte mouvant.



DON EN CONFIANCE

Acteur du changement depuis 1961, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire est membre fondateur du « Don en confiance », organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Il donne son agrément aux organisations qui respectent des règles déontologiques garantissant le bon fonctionnement statutaire, la rigueur de gestion, la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds ainsi que la transparence financière concernant l'utilisation des fonds issus de la générosité du public.

L'intégralité du rapport financier est accessible sur ccfd-terresolidaire.org. Il a été examiné et validé par nos commissaires aux comptes, le cabinet Deloitte.

EN AFRIQUE, LES ORGANISATIONS LOCALES AU CŒUR DE LA GESTION DU PROGRAMME FACE

En plus des projets et partenaires que le service appui et financements institutionnels accompagne, celui-ci participe directement à la mise en œuvre de deux programmes thématiques multi-pays, dont le programme Face (Féministes pour des alternatives climat et environnement), source d'innovations.

*Entretien avec Simon Quet
Responsable service
appui et financements institutionnels*



Qu'est-ce que le programme Face ?

Ce programme porté par un consortium de six ONG et soutenu par l'AFD vise à soutenir pendant quatre ans des initiatives liant genre et climat dans 14 pays d'Afrique. Il doit permettre de mettre à disposition des organisations soutenues différentes ressources financières et techniques : analyses, formation, documentation, notamment une cartographie évolutive des organisations actives et dynamiques collectives sur ces enjeux croisés. C'est un dispositif d'accompagnement complet qui est ainsi construit.

Quels sont ses champs d'innovation ?

Au plan thématique, il se déploie dans des pays où peu de programmes d'adaptation ou d'atténuation prennent en compte les problématiques des femmes et des groupes marginalisés. Ces problématiques sont aujourd'hui portées par des organisations et mouvements éloignés des financements institutionnels. En permettant aux organisations partenaires dans les zones d'intervention de gérer directement ces fonds, sur la base de critères définis collectivement, le programme Face crée cet accès aux financements et revêt une dimension décoloniale.



PRÉPARER DEMAIN AVEC LES SALARIÉS



06



DES CHANGEMENTS DE FOND À ACCOMPAGNER

2022 a été une année de retour « à la normale » et de stabilisation du télétravail, ce qui a permis à la direction des ressources humaines de consacrer davantage de temps à d'importants chantiers structurels comme la prévention des risques psychosociaux.

*Entretien avec Élodie Saiselet
Directrice des ressources humaines*



En matière d'organisation du travail, comment s'est déroulée l'année 2022 ?

L'un des éléments les plus importants a été la reprise des missions auprès des partenaires. À côté de cela, le télétravail, désormais ancré dans nos habitudes de travail, a trouvé son rythme de croisière. La possibilité de faire des réunions en visio permet de limiter les déplacements et de gagner en équilibre de vie. En revanche, nous devons trouver des façons de maintenir une forme de convivialité ainsi que des canaux de communication permettant de pallier le partage d'informations qui se faisait de manière informelle. Nous sommes encore en phase d'expérimentation, les choses sont appelées à évoluer.

Le CCFD-Terre Solidaire a-t-il continué à attirer de nouveaux talents ?

L'année 2022 a été marquée par de nombreux mouvements internes et embauches, confirmant un volume de recrutements assez important depuis deux ans. Dans le même temps, les processus de recrutement se sont allongés du fait des difficultés à pourvoir les postes, ce qui peut peser sur les équipes. Ce contexte touche l'ensemble des structures de l'ESS et a des raisons multiples, telles que le souhait de nombreux salariés de faire une pause ou d'initier une réorientation professionnelle. Le CCFD-Terre Solidaire a néanmoins l'avantage d'offrir des conditions de travail attractives par rapport à d'autres organisations. Nous arrivons donc à nos fins sur tous nos recrutements.

2022



Concernant le bien-être au travail des salariés, à quelles dimensions la direction des ressources humaines est-elle particulièrement attentive ?

Nous portons une attention toute particulière à la question des risques psychosociaux. En 2022, nous avons renforcé de manière conséquente le dispositif de sécurité en mission. Nous réfléchissons également à des dispositifs de soutien et d'accompagnement des chargés de mission partenariat, confrontés, par exemple, aux menaces qui pèsent sur certains de nos partenaires. Par ailleurs, nous mettons en place de nouvelles actions pour prévenir le harcèlement moral et sexuel et les violences sexistes. Sur ce plan, le CCFD-Terre Solidaire souhaite aller au-delà de ses obligations légales en tant qu'employeur, et passer d'une logique curative à une démarche de prévention globale.

Comment les salariés sont-ils accompagnés en matière de formation ?

Le CCFD-Terre Solidaire est toujours très actif en matière de formation professionnelle. Nous mettons l'accent sur les formations collectives

pour former le plus grand nombre, et développons des socles de formation ancrés dans notre stratégie – sur la communication non violente, sur l'éducation populaire, ou encore sur l'Église afin que les personnes connaissent mieux cet environnement. En 2022, nous avons expérimenté des formations mixtes, réunissant des bénévoles et des salariés. Cette dynamique peut être très enrichissante, même si elle n'est pas forcément simple à mettre en œuvre en raison des temporalités différentes des uns et des autres.

**NOUS AVONS
RENFORCÉ
DE MANIÈRE
CONSÉQUENTE LE
DISPOSITIF DE
SÉCURITÉ EN
MISSION**

178

salariés
132 femmes et 46 hommes

64

recrutements en 2022
(hors stages et services
civiques)

41,8

ans
âge moyen des salariés



UNE ANNÉE VUE PAR LES SALARIÉS

DES FORMATIONS INTERNES LIANT CONTENU ET CONVIVIALITÉ



Le CCFD-Terre Solidaire propose à ses salariés récemment arrivés des formations internes pour mieux connaître ses fondamentaux. Mélissa Spinelli, responsable de service à la direction de la communication, a suivi l'une de ces sessions en 2022.

« J'ai suivi la formation Église (niveau 1) quelques mois après mon arrivée. Nous étions une dizaine de salariés occupant des fonctions variées, avec des profils différents et un niveau de connaissance de l'Église très hétérogène. Cela a rendu la formation vivante, riche d'échanges et propice aux partages... J'ai été impressionnée par la qualité du formateur, capable de répondre simplement à des questions complexes et incollable sur le sujet ! Il a su rendre sa formation vivante et passionnante. C'est vraiment précieux quand on sait combien le sujet est large ! J'ai énormément appris pendant ces deux jours sur l'identité et l'histoire du CCFD-Terre Solidaire. Cela m'a permis de mieux contextualiser l'association, de comprendre son fonctionnement, son positionnement et ses challenges, et de mieux accepter la complexité de notre organisation bien au-delà de mon métier ! »

BIEN ACCUEILLIR LES NOUVEAUX SALARIÉS : UNE AMBITION FORTE



Faustin Lama fait partie des talents recrutés récemment au CCFD-Terre Solidaire. Il témoigne de l'environnement bienveillant mis en place pour l'accueil des nouveaux salariés.

« J'ai été embauché au CCFD-Terre Solidaire en janvier, et j'y occupe la fonction d'administrateur Salesforce, en appui au projet Challenge. À mon arrivée, un collaborateur m'a fait faire le tour des locaux et remis le livret d'accueil. Mon manager m'a ensuite exposé mes missions et présenté à l'ensemble de la direction. J'ai eu immédiatement l'impression d'arriver dans un environnement où tout le monde était en demande par rapport à un profil comme le mien. Savoir que mes collègues étaient contents de mon arrivée a été très gratifiant et m'a permis de me sentir tout de suite intégré au sein de l'équipe. J'ai également participé à une session des salariés. Cela m'a permis de rencontrer l'ensemble des nouveaux salariés, mais aussi de mieux connaître les missions du CCFD-Terre Solidaire et ses différentes directions. »

SESSION DES SALARIÉS : UNE ORGANISATION COLLECTIVE



Chaque année, la session des salariés réunit l'ensemble des équipes du CCFD-Terre Solidaire. Mathieu Paris, coordinateur de la plateforme française dette et développement, a participé à l'organisation de l'édition de 2022.

« L'an dernier, la session des salariés était encore un peu impactée par le Covid, avec une journée en présentiel et une demi-journée en ligne. Son organisation a reposé sur un comité de pilotage de cinq salariés de différentes directions, dont je faisais partie. Nous avons imaginé le fil rouge de la journée, sa tonalité, son déroulement. Nous nous sommes partagé les rôles et les responsabilités. De mon côté, j'avais un rôle un peu plus d'« ancien » car j'étais le seul à avoir déjà participé à un événement collectif... Entre nous il y a eu une émulation, une écoute et un vrai respect mutuel. Cette expérience m'a permis de rencontrer des personnes avec lesquelles je ne travaille pas directement et de découvrir leurs pratiques professionnelles, leur métier, leur vision. Ça a été très enrichissant au plan personnel, mais la satisfaction a aussi été collective. Pour nous, c'était l'objectif principal. »

UNE ANNÉE VUE PAR LES INSTANCES

Bénévole en Bourgogne-Franche-Comté et membre du conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire, Christian Schmitz témoigne d'une année 2022 particulièrement riche.



En 2022, quels enjeux ont mobilisé le conseil d'administration ?

Parmi les nombreux sujets traités par le conseil d'administration, nous avons analysé et validé les textes de positionnement qui permettent aux différentes directions de planifier la mise en œuvre des quatre axes stratégiques prioritaires du CCFD-Terre Solidaire. Nous avons également travaillé sur les nouvelles évolutions opérationnelles, avec la mise en place du Laboratoire d'idées au service de l'Ensemble Terre Solidaire, et le développement de nouveaux accords de cofinancement institutionnels avec l'Agence française de développement comme le Tapsa ou le projet Face. Nous avons vécu d'autres moments importants, comme la préparation de l'assemblée générale avec, en 2022, l'animation d'un débat sur le modèle économique du CCFD-Terre Solidaire et sur les thématiques des prochaines campagnes de Carême.

Que reprenez-vous en particulier de cette année 2022 ?

J'en retiens la vie associative de plus en plus participative du CCFD-Terre Solidaire. La richesse des débats avec les bénévoles des régions et leurs délégués impliqués dans les différentes commissions, a permis aux membres du conseil d'administration de participer aux décisions de manière éclairée et responsable. Les motions votées lors de l'assemblée générale de juin 2022 et les validations successives des textes de positionnement au cours de l'année ont permis d'orienter avec lucidité une politique de ressources humaines et financières au service de la mission du CCFD-Terre Solidaire. Enfin, il me semble important de souligner la confiance entre membres du conseil d'administration, qui constitue un élément essentiel de la gouvernance de notre association.





LE PRIX PHOTO TERRE SOLIDAIRE

En septembre 2022 avait lieu le lancement du prix photo Terre Solidaire, grande initiative culturelle du CCFD-Terre Solidaire.

UNE AMBITION : CRÉER UN GRAND PRIX PHOTOGRAPHIQUE INTERNATIONAL.

La relation privilégiée du CCFD-Terre Solidaire avec le photographe Sebastião Salgado, président d'honneur du prix, a pu donner une dimension internationale au prix photo. C'est plus de 480 candidatures provenant de 70 pays que nous avons reçues en fin d'année dernière. Le niveau documentaire et photographique était excellent. Le jury de professionnels de la photographie a été fortement impressionné par cette dimension mondiale. De grands noms de la photographie se sont portés candidats. Pour le monde de la photographie, cet engagement de notre ONG a été fortement remarqué, et les publications dans la presse, les relais dans nos réseaux sociaux ont été nombreux.

LES LAURÉATS : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Les lauréats sont deux femmes et un homme, une nouvelle génération de photographes, des auteurs à l'engagement puissant. Les sujets documentaires sont en pleine adéquation avec nos combats auprès des femmes et des hommes les plus fragiles : le rôle toxique de l'extractivisme au Pérou auprès des peuples indiens, les impacts des aménagements hydrauliques sur les populations locales en Asie centrale, le portrait d'une région abandonnée mais résiliente, le Kurdistan. Tous les trois sont dans la droite ligne de notre soutien à une photographie humaniste et environnementale, profondément sensible, au plus proche des femmes et des hommes et inscrite dans une dimension environnementale nécessaire. La qualité photographique et les parcours de chacun sont exceptionnels. Quel engagement pour témoigner de l'état du monde !

Bravo à Anush Babajanyan, Emily Garthwaite et Alessandro Cinque.



TÉMOIGNER ET EXPOSER

La rencontre des lauréats avec les combats du CCFD-Terre Solidaire. Cette année 2023, les deux lauréates Anush Babajanyan et Emily Garthwaite vont partir en reportage auprès de nos partenaires en Inde et en Irak au printemps.

Des expositions d'envergure sont prévues en 2023 et 2024 avec les partenaires du Prix photo Terre Solidaire : Maison des arts de Créteil, le Festival Photoclimat à Paris, le Zoom festival au Canada, le Festival photo La Gacilly en 2024, Perpignan, Nantes, Bruxelles...

Faire vivre les expositions du prix photo Terre Solidaire est une opportunité unique d'aller à la rencontre du public. En ouvrant une fenêtre sur le monde, cette démarche de sensibilisation rappelle le rôle éminent en France du CCFD-Terre Solidaire dans l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

« UN MONDE NOUVEAU », LE CHEMIN DE CROIX DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

En 2022, pour le Carême, le CCFD-Terre Solidaire a proposé un chemin de croix revisité autour de l'écologie intégrale. Intitulé Un Monde Nouveau, il s'agit d'une compilation de regards croisés qui interpellent, interrogent et inspirent.

Un Monde Nouveau, c'est un dialogue entre les textes d'évangile d'un chemin de croix classique et des extraits de l'encyclique du pape François, *Laudato sí* sur la crise climatique que nous traversons. Pour donner envie de s'engager concrètement dans la préservation de la planète. Quelle que soit notre spiritualité.



Un livret regroupe textes, illustrations et 14 méditations de 14 auteurs qui ont livré leur regard sur ces enjeux contemporains :

**Yann Arthus-Bertrand,
Grégoire Catta,
Bruno-Marie Duffé,
Ferrante Ferranti,
Dina Gardashkin,
Gaël Giraud,
Lucero Guillén,
Bernard Holzer,
Elena Lasida,
Véronique Margron,
Dominique Quinio,
Matthieu Ricard,
Marcela Villalobos Cid,
Jean Ziegler.**



Ce chemin de croix est proposé par les équipes locales, sous différentes formes :

- Réunions de partage autour des textes du livret
- Expositions
- Lectures illustrées

5 000

livrets distribués

20

expositions en région

30 000

personnes impactées

ÉCHOS DU MONDE

LE MAGAZINE DE REPORTAGE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Dans un monde en pleine mutation et en quête de sens, le magazine *Échos du monde* décrypte quatre fois par an, dans des dossiers thématiques, les enjeux environnementaux, sociaux politiques et économiques de nos sociétés.

Abonnez-vous et partagez les **succès** et les **espoirs** de celles et ceux qui œuvrent pour un monde plus **juste**.



Le CCFD-Terre Solidaire agit aux côtés des populations les plus vulnérables contre toutes les formes d'injustices, et en premier lieu, celle de souffrir de la faim.

Régler le problème de la faim est un préalable à la résolution de toutes les autres injustices telles que l'accès à l'éducation, à la santé, la pauvreté...

Notre action soutient toutes les femmes et tous les hommes qui en ont besoin, sans distinction de religion ou de spiritualité.

Loi des pratiques d'assistance et d'urgence, notre action passe par le soutien à des associations partenaires locales, car ce sont elles qui détiennent les solutions adaptées aux réalités de leurs territoires. Ainsi, nous ne faisons jamais « à la place de » mais « avec eux ».

**POUR ENGAGER OU POURSUIVRE
LE DIALOGUE, RETROUVEZ-NOUS SUR
CCFD-TERRESOLIDAIRE.ORG**



**TERRE
SOLIDAIRE**